

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

L'exécuteur exécuté

Viré, l'été dernier, de la direction de la Guépéou au commissariat des P.T.T., le ténébrevé Iagoda vient de passer directement du dit commissariat dans une de ces cellules de la Loubianska, où durant tant d'années, il terrorisa, tortura et fit périr tant de ses compatriotes.

Sic transit... en Russie soi-disant soviétique, où, Staline régnant, un Commissaire du peuple, s'il porte ombrage au maître tout-puissant, est moins protégé contre l'arbitraire étatique qu'un clochard en Occident.

La nouvelle, publiée par la presse bourgeoise, alors que — bien qu'elle fût officielle — Moscou où elle avait fait l'objet d'un communiqué — *l'Humanité* et le *Populaire* la tassaient encore, ne peut surprendre.

Le prédécesseur de Iagoda au commissariat des P.T.T. : l'ex-« droitier » Rykov, ayant résilié ces fatales fonctions pour celles de prisonnier d'Etat en instance de procès en haute trahison, on pouvait prévoir le sort que, conformément à ce précédent, l'espèce d'humoriste sinistre dont la bureaucratie stalinienne assaisonne son action répressive, réservait à Iagoda.

Tchékiste dans les temps héroïques de la révolution russe, Iagoda avait fait toute sa carrière dans la police politique dont, depuis la mort de Menjinski, il était le grand maître. A sa tête il avait descendu tous les degrés de la dégénérescence de la révolution d'octobre, bu toutes les hontes de l'apostasie, et s'était montré l'instrument fidèle du césarisme stalinien.

Homme lige du « chef génial », au fait de ses ruses et de ses machinations, il l'avait servi... servilement dans ses luttes contre les diverses oppositions. Exécuteur inflexible de ses « douces vengeances ». Valet de bourreau et bourreau.

C'est sous les ordres de cet Argus de la secrète, de ce bras séculier du tyran, que la Guépéou concentra dans ses mains des pouvoirs immenses, affectant une part toujours plus large de la vie publique et privée des sujets soviétiques.

C'est Iagoda qui présida pratiquement à la « dékoulakisation » des campagnes et à la répression féroce née de la collectivisation agricole. C'est lui qui commandait les foules de forçats politiques et paysans contraintes — comme sous Pierre-le-Grand — aux travaux publics meurtriers et hâtifs, célébrés par les Barbusse, les Romain Rolland et autres Malraux. C'est lui enfin qui mit en scène toutes les tragi-comédies judiciaires de ces dernières années, cuisinant, escamotant ou exécutant les « saboteurs » industriels, techniciens, blancs-gardiens, menchevicks, trotskistes et autres soi-disant agents de l'Intelligence Service ou de la Gestapo, sur qui Staline et sa bureaucratie s'efforçaient de détourner la colère d'un peuple misérable, victime de toutes les formes de l'incurie, de l'oppression et de l'exploitation.

Mais, moins que tout autre, parce que plus renseigné que tout autre, Iagoda ne pouvait être dupe du cours suivi par l'Etat russe et de la gloire du « chef génial ».

Bolchevik de vieille date, témoin et acteur du temps de Lénine et de Trotsky, il ne lui était pas possible — si complaisant, si ambitieux ou si obtus qu'il fût — de ne pas percevoir la déchéance du national-communisme soviétique ni de prendre la tyrannie bureaucratique pour l'édification du socialisme.

JEAN BERNIER.

(Voir la suite en 2^e page.)

Pour les orphelins Espagnols

18.000 enfants (innocentes victimes de la barbarie fasciste) de la région de Malaga, de Madrid, se trouvent dans le plus grand dénuement. C'est à vous, prolétaires français, de leur apporter un peu de bien-être auquel ils ont droit.

Assistez tous au

Grand Meeting de Solidarité

organisé à leur profit et qui aura lieu

le Jeudi 15 Avril à 20 h. 30

Salle de la Maison des Syndicats 33, rue Grange-aux-Belles

Orateurs : PEDRO CAMPO POLO, JUAN GABARDOS RICART, JOSEPHINA BORREMANS, délégués du Comité du littoral catalan (C.N.T.-F.A.I.) pour la défense des enfants réfugiés ; SEBASTIEN FAURE, de l'U.A. ; M^{me} PEYROTTE, GEORGES PIOCH.

Faire la Révolution, la vraie

Je poursuis mon étude (1) sur les mesures diverses qui sont ou ont été proposées, afin que ne se produisent plus les bagarres sanglantes, comme celles de Clichy.

Il a été question d'interdire provisoirement toutes les réunions; et certains préféraient — celui de la Rochelle par exemple — ont, par prudence (qu'ils disent) appliqué cette mesure d'interdiction.

Les démocrates-républicains qui nous gouvernent n'ont pas osé retenir cette proposition. Ceux-là mêmes qui en avaient eu l'idée en ont mesuré après coup l'exceptionnelle gravité et c'est pour atténuer celle-ci qu'ils en ont proposé l'application provisoire.

Or, c'est un fait connu — et les anarchistes savent cela mieux que quiconque — que lorsque le provisoire a pour but et pour résultat de renforcer l'autorité, d'aggraver la répression et de servir l'intérêt des dirigeants, ils se prolongent si longtemps qu'il se confond peu à peu avec le définitif.

Dans la Russie dite soviétique, la trop fameuse dictature du Proletariat devait être rigoureusement provisoire; elle a déjà vingt ans d'existence et il n'est nullement question d'y mettre fin... au contraire!

En France, les ignobles lois, qu'on a flétries, du nom de lois scélérates tellement elles le sont, devaient être abrogées dès que disparaîtraient les circonstances exceptionnelles qui les justifiaient. Ces lois portent la date de 1892; elles ont donc atteint l'âge respectable de 45 ans. Et quel Parti songe sérieusement à leur suppression?

Il sied d'ajouter que l'interdiction même provisoire de toute réunion serait une étrange façon de combattre les menées fascistes; car, du jour où le régime fasciste s'installe quelque part, un de ses premiers soins — on pourrait dire « le premier » — c'est de supprimer le droit de réunion.

Pas de réunion! C'est un article indiscuté du programme fasciste et on voudra bien reconnaître que, emprunter au fascisme ses néfastes procédés sous le prétexte de l'abattre, ce serait pour le moins de l'extravagance.

Qu'a-t-on proposé encore?

— Ah! J'y suis : on a réclamé la démission du Ministre de l'Intérieur, celui-ci s'étant, paraît-il, montré d'une incapacité manifeste. A-t-il été, comme on l'a dit, au-dessous de tout? C'est un point que je ne veux pas examiner; il échappe à mon humble compétence.

Je me borne à dire que l'élève Dormoy, Ministre de l'Intérieur, dans la classe ministérielle Blum, a agi certainement en parfait accord avec son Professeur et ses condisciples, les autres ministres.

Exiger, en des circonstances aussi graves, que la responsabilité du seul ministre de l'Intérieur soit engagée, que celui-ci, servant de bouc-émissaire, soit tout seul

sanctionné et perde sa place alors que ses collègues garderaient la leur, ce serait à la fois outrager l'équité et méconnaître le principe et la règle de la solidarité ministérielle.

**

Pour finir, car il faut bien finir, voici le bouquet :

Certains esprits bicornus, ont imaginé l'humanisation de la Police et la réorganisation de ses services.

Je sais bien que notre siècle est tout de folie et d'incohérence et que les idées les plus absurdes, les choses les plus insensées passent pour être les plus raisonnables, les plus sages.

Tout de même! Il arrive — et c'est le cas — que la démente s'avère par trop évidente.

La Police a un emploi à tenir, un rôle à jouer sur le terrain où se déroulent les scènes de la tragédie sociale; cet emploi est toujours le même, ce rôle est invariable : cogner, matraquer, arrêter, tabasser, massacrer.

La Police est une institution dont l'Etat et la loi ont absolument besoin pour maintenir ce qu'on appelle l'ordre, la sécurité publique, la tranquillité de la rue, la paix à l'intérieur du pays. Elle a pour fonction d'assurer, en toutes circonstances, « la force reste à la loi ».

« Force »! Vous entendez bien. Dès lors, appelez comme il vous plaira les scènes de cette « force » : désignez sous le nom de votre choix les gens qui sont attachés à cette institution : flics, mouchards, sbires, ou gardiens de la paix (gardiens de la paix! C'est tout un poème); destituez, révoquez ceux qui sont en place ; remplacez-les par qui vous voudrez, la police restera la police, et les policiers resteront des policiers. L'institution est caparçonnée qu'elle est aujourd'hui.

La Police « républicaine » est faite du même bois que la police « réactionnaire »; il n'y a pas la police « front national » et la police « front populaire »; il y a : la police, purement et simplement, la police tout court.

Dans cet ordre d'idées et de faits, il est inepte de chercher à réorganiser, à améliorer, à remplacer, à humaniser : il n'y a rien à faire, rien, rien.

**

Je résume et je conclus.

De toutes les mesures qui ont été proposées au lendemain de la nuit tragique de Clichy, pas une ne mérite d'être retenue. Et de chacune, je dis : « Cautère sur jambe de bois! »

Il y a pourtant, une leçon à tirer de ce dramatique événement, un enseignement qui en découle, une conclusion qui s'impose.

La pensée de cette conclusion me rappelle un vieux souvenir.

Je venais d'achever une conférence et, comme toujours, la parole était offerte à qui désirait la prendre.

Un homme d'une cinquantaine d'années se leva et dit : « Ne voyez pas en moi un contradicteur. Ce n'est pas à ce titre que je parle. »

« Mais j'ai une observation à présenter au conférencier. Elle me brûle les lèvres. Il faut que je l'expose. La voici : « Depuis vingt ans, j'assiste régulièrement aux conférences de Sébastien Faure. Je lui ai entendu traiter les sujets les plus divers : propriété, religion, famille, amour, morale, patrie, Etat, que sais-je encore ? Son exposé m'a toujours intéressé ; mais sa conclusion m'a toujours déçu. Elle m'a déçu, parce que j'ai constaté que, quel que soit le sujet, elle est toujours la même. »

J'ai gardé le souvenir de ma réponse. A peu de chose près, la voici :

« Je suis touché, Monsieur, d'apprendre que vous êtes un de mes plus fidèles auditeurs et, si je suis heureux de savoir que, quel que soit le sujet traité, mon exposé a eu la faveur de vous intéresser, je suis peiné de vous entendre dire que ma conclusion, chaque fois, vous a déçu, parce qu'elle a toujours été la même. »

« Je dois vous avertir, Monsieur, que si vous désirez éviter de nouvelles déceptions, il ne vous faudra plus venir m'entendre. Car, je dois vous dire que, s'il m'est donné de faire, durant vingt ans encore, des conférences, ma conclusion, quel que soit le sujet, sera encore et toujours la même, parce qu'il n'y en a pas d'autre que celle-là. »

Cette conclusion — toujours la même — trouve sa place ici :

Dans la société maudite où nous vivons, les misères tragiques au cours desquelles, comme à Clichy, coule le sang ouvrier, ont le caractère et portent le sceau d'une inévitable fatalité. Au même titre que la misère, la prostitution, l'ignorance, le vol, l'hypocrisie, la haine et la guerre; elles sont inhérentes au fonctionnement normal du régime social que nous subissons et elles ne disparaîtront qu'avec lui.

Se flatter d'abolir ces maux tout en conservant le principe d'autorité politique, économique, intellectuelle et morale d'où procèdent toutes les institutions qui les engendrent, c'est tourner dans un cercle vicieux, c'est perdre son temps à la recherche de la pierre philosophale ou de la quadrature du cercle.

Une solution s'impose, invariable, unique : briser le cercle infernal qui nous étreint, faire table rase de toutes les institutions actuelles. Parlons haut et clair : faire la Révolution, la vraie.

SEBASTIEN FAURE.

(1) Voir dans les deux précédents numéros du *Libertaire* le commencement de cette étude.

Sous le Front Populaire

comme sous tous les gouvernements, on assassine dans les prisons de gosses.

Après cela Blum dirait-il « qu'il y a quelque chose de changé »?

Changement de Front

Des dépêches d'agence semblent vouloir accréditer la nouvelle qu'une importante évolution politique se préparait en Russie. Les convulsions où se débat ce pays n'auraient pas seulement pour raisons profondes la nouvelle orientation de la politique intérieure de l'U.R.S.S., elles seraient motivées par la résistance qu'opposent certains éléments à un changement de front international. En bref, on aurait épuisé à Moscou toute la vertu du pacte franco-soviétique et l'on s'apprêterait à recourir à une autre formule capable de sauvegarder les intérêts de l'impérialisme russe.

A première vue cette nouvelle paraît assez invraisemblable. Il ne semble pas, en effet, que la politique d'alliance avec le bloc franco-anglais puisse être abandonnée au moins pour l'instant. Staline trouve dans le pacte franco-soviétique un élément incontestable de sécurité, vis-à-vis de l'Allemagne et jusqu'à présent il n'a eu qu'à se féliciter de ses effets. Qu'il ait désiré que des accords militaires précis complétassent cet instrument diplomatique, rien de plus sûr. Nos communistes, appuyant cette requête, l'exigent chaque jour du gouvernement français. Et rien ne dit qu'ils ne l'obtiendront pas. Quoiqu'il en soit, cet accord, pour incomplet qu'il soit, constitue à l'heure actuelle une base essentielle de la politique étrangère de l'U.R.S.S.

Alors? Alors il reste que le gouvernement russe n'entend pas se lier définitivement à cette politique. Sans doute l'alliance française est-elle, pour le moment, encore très solide et il ne convient pas de l'enterrer prématurément. Mais, il n'est pas défendu de chercher des contre-assurances pour le cas où on devrait l'abandonner. C'a toujours été le jeu de tout impérialisme, que de chercher des alliés de rechange et de préparer, dans le moment même où un « système » semble avoir été définitivement adopté, le recours à une toute autre formule. Il y a là, en outre, un excellent moyen de signifier discrètement à ses amis que, quel que soit le prix qu'on mette à leur sympathie, il n'ira pas jusqu'à négliger son propre intérêt. Dans le cas qui nous occupe il peut constituer un procédé de chantage contre le gouvernement français : ou bien des engagements militaires précis ou bien l'alliance russo-allemande contre la France, évidemment, et contre la Pologne. Les mêmes dépêches que nous commentons signalent que celle-ci s'inquiète. On le conçoit. Mais aussi rien de plus propre à la rendre très conciliante dans le règlement en faveur de l'Allemagne de la question de Dantzig. Double effet.

Si l'on recherchait d'autres indices d'un revirement de la politique extérieure de l'U.R.S.S., on les trouverait dans son attitude actuelle en face de la Révolution Espagnole. Il est parfaitement visible que la Russie a non seulement ralenti, mais même arrêté son effort en faveur du gouvernement de Valence. Faut-il voir là l'effet d'une déception fort naturelle du Kremlin, devant le refus de l'Espagne révolutionnaire de se laisser bolchéviser? Sans doute. Mais on peut aussi penser qu'un raze aura été ainsi donné à l'Allemagne. Si on rapproche ce fait du changement de ton très net du dernier discours

Les Anarchistes de France abandonnent-ils aussi la Révolution Espagnole?

Le Comité pour l'Espagne libre et son Centre de ravitaillement, qui eurent durant de nombreux mois une si grande activité, voient avec regret leur champ d'action se rétrécir et l'aide qu'ils apportent à l'Espagne antifasciste diminuer de plus en plus.

Ils poussent tous les deux un cri d'alarme! Et ils en appellent à la solidarité des anarchistes de France en faveur des victimes du fascisme espagnol.

Jamais autant qu'aujourd'hui nos frères d'Espagne n'ont senti le besoin d'être secourus. Et jamais autant qu'en ce moment l'indifférence du peuple de France, des anarchistes y compris, fut si grande pour tout ce qui touche aux choses d'Espagne : événements et hommes.

Il faudrait que cela change.

LE COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE.

DIMANCHE 11 AVRIL 1937

Salle RENÉE MAUBEL
RUE DE L'ORIENT (18^e)

Grand Gala du "libertaire"

PRIX DES PLACES : 6 FR.
CHOMEURS : 3 FRANCS

avec le concours assuré de :

Julien BERTHEAU - BICOT
CELMAS - Pierre DARAGON
Renée DASTANG - Jane DE
Guy EYMER - Henri GUÉRIN
Paulette LEFRÈRE - J. LERNER
NICHOLSON - RENÉ-PAUL
R. ROCCA - M. ROSTAND - Paule
SANDRA - SENAC - Eug. WYL
et le compositeur HENRIET

ASSEMBLÉE D'INFORMATION

Devant la gravité des événements et la faillite des politiques communiste et socialiste,

L'UNION DE LA SEINE DE LA J.A.C. organise

LUNDI 12 MARS, A 20 h. 30

une assemblée d'information où seront précisées les positions de la J.A.C. en face de la situation actuelle, salle Dupetit-Thouars (Métro Temple).

Prendront la parole :

DAURAT, RINGEAS, RIDEL

Tous les membres des organisations de jeunes sont cordialement invités, et plus spécialement les jeunes socialistes

de Staline — que vient de publier l'Humanité — concernant la politique extérieure de l'U.R.S.S., on ne manquera pas d'être frappé par une concordance vraiment curieuse. Enfin, on notera que, du côté allemand, le rapprochement de Hitler et du général Luderorf, partisan dès la première heure et aujourd'hui plus que jamais de l'alliance germano-russe, semble une mesure syndrétique et qui peut être grosse de promesses.

Tenons-nous en là pour le moment. Mais continuons à observer. Nous trouverons, nous en sommes sûrs, dans ces nouvelles combinaisons politiques la preuve que nous avons faite en d'autres occasions du caractère interchangeable des dispositifs de l'impérialisme. Est-ce que ces variations ne finiront pas par ouvrir les yeux de ceux qui croient encore à la patrie soviétique ?

LASHORTES.

L'enfant martyr

En dépit de l'indignation des gens de cœur, le scandale cent fois dénoncé des bagnes d'enfants continue. La presse nous apprend aujourd'hui la mort à la suite de mauvais traitements d'un jeune garçon de 19 ans, à la maison de répression d'Eysses.

Roger Abel est le fils d'ouvriers lyonnais, qui, non contents d'avoir commis une monstrueuse sottise en faisant cinq enfants le laisserent emprisonner à Belle-Île, pour une peccadille sans doute. A la suite d'une rébellion dans cette maison de redressement (11) il fut, avec dix de ses camarades, envoyé à la colonie d'Eysses. Là encore, pour un mot trop vif à un des gardiens, il est condamné à une peine de cellule. Le cachot où on l'incarcère est humide, froid et sans lumière ni aération. L'enfant est débile et déjà miné par un mal sournois, la tuberculose. Mais ni le directeur de la colonie, ni les geôliers n'en ont cure. Abel ayant, de sa cellule, commis le crime de communiquer avec un co-détenu, est condamné de nouveau à 38 jours de cachot.

Dès lors la maladie triomphe. Dans l'« in pace » obscur et glacé qui, nous dit Paris-Soir, « avait fait d'Abel une sorte de taupin », l'adolescent grelotte de fièvre. Sa jeunesse est vaincue par le mal terrible. Enfin, au dernier moment, on se décide à le diriger sur l'hôpital d'Agén. Il y succombe quelques jours plus tard.

Ce tragique assassinat, car c'est un assassinat, n'est pas le premier à la charge des bourreaux d'enfants et de la Société qui les entretient dans leur emploi de tortionnaire. La question de ces maisons pénitencières pour la jeunesse a déjà fait couler beaucoup d'encre. Bien inefficacement, d'ailleurs. Ici, encore, Paris-Soir ajoute : « La terrible discipline que ce garçon malade a subie n'était vraiment pas faite pour guérir physiquement et moralement ce corps et cette âme perdus et l'on se demande, une fois de plus, quel est le véritable coupable ? »

Pour nous, nous ne posons même pas la question. Les coupables ? La Société qui ne recule devant aucun crime pour que soient respectées les lois imbéciles, anti-humaines et anti-naturelles qui assurent aux uns des privilèges sur les autres. Les brutes qui dirigent ces maisons de force et qui disposent de moyens répressifs dont la cruauté est d'un autre âge. Enfin, les parents qui, ayant déjà commis le crime d'enfant, font enfermer leurs enfants et les laissent broyer par la Société infâme.

Il est inadmissible qu'on martyrise ainsi des gosses. On ne réédue pas, si rééducation il y a, en imposant à des organismes jeunes un régime exactement à l'opposé de leurs besoins physiques et moraux. Il faut être ignoble de sadisme pour condamner à la solitude obscure de l'oubliette un jeune homme de 19 ans qui a soif d'amour, de joie, de mouvement, de liberté. Il est temps que tous les hommes qui n'ont pas des âmes de valets, que toutes les femmes qui parlent si volontiers de la puissance de l'amour maternel, s'insurgent contre ces méthodes abominables. Qu'on mette le feu à ces bagnes d'enfants, et qu'on pendre haut et court ceux qui les dirigent. Qu'on chasse à coups de boîtes les magistrats ventrus et somnolents, qui condamnent la jeunesse à ces peines inhumaines ! Il n'y a pas d'enfants délinquants ! Il y a des parents égoïstes et imbeciles qui font inconsidérément des gosses et qui les jettent en pâture à cette hydre qu'est la société actuelle.

Répliquons-le encore : tant qu'il y aura des casernes, des bagnes et des maisons de correction, ceux qui composent la grande classe des exploités doivent refuser de profiter. Les femmes de cœur n'ont pas à faire d'enfants pour que des sadiques les fassent mourir à petit feu dans des ergastules ou pour qu'un général les fasse égarer sur un champ de bataille. Tous les parents qui passent outre à ces considérations et qui procèdent dans les temps actuels, sans se soucier autrement du crime dont ils sont complices, trahissent leur devoir de classe et justifient le paricide.

MAURICE DOUTREAU.

P.S. — Nous avons reçu une lettre assez amusante où les rédacteurs du Libéraire sont décorés des épithètes les plus cocasses. L'auteur de ce billet, semblant en vouloir particulièrement à un de mes articles intitulé « La police avec nous », et, d'autre part, omettant dans ses qualificatifs injurieux décernés à notre égard les traditionnels « mouchards » et « anarcho-poli-ciers », enfin nous faisant l'éloge des agents et gardes-mobles, « bons Français de provenance directe de la campagne » (sic), nous en déduisons, sans beaucoup de mérite, d'ailleurs, qu'il doit être affilié à la peu reluisante corporation des flics.

Après nous avoir traités de lâches, et sans doute pour nous montrer ce qu'est un homme courageux, l'épistolier évite de signer sa lettre autrement que par un dessin bizarre qu'accompagne cette légende incendiaire : « Vous comprendrez plus tard ; matriculez vos abats ».

Qu'il nous soit permis d'assurer cet anonyme correspondant que tant que nous n'aurons à craindre que des flicsillons qui n'ont même pas le cran de signer leurs écrits, nous dormirons sur nos deux oreilles ! Comme le dit le vieux proverbe : « Les chiens aboient, mais la caravane passe. »

LE "LIB" ATTEND VOTRE AIDE

Notre appel de la semaine dernière a été entendu. Dès le lendemain, des camarades sont passés au Libéraire apporter leur souscription ; de province, les premiers chèques postaux arrivent. Nous pouvons donc avoir l'espoir de combler assez rapidement le déficit causé par la saisie de notre numéro spécial. Malgré cela, nous insistons auprès de tous nos amis pour qu'ils n'attendent pas plus longtemps pour nous envoyer leur aide.

Nous avons indiqué que nous avions subi une perte sèche de 5.000 francs, et cela au

petits accidents, il est nécessaire que notre situation se stabilise le plus rapidement possible, que nous puissions paraître sur les huit pages hebdomadaires au commencement de l'hiver. Cela est possible, nous l'avons déjà dit, si nous trouvons 10.000 lecteurs en plus, et 5.000 abonnés.

Nous y insistons : l'abonnement reste le plus sûr soutien d'un journal, et particulièrement d'un journal comme le nôtre, qui ne peut absolument compter que sur ses lecteurs, pour « tenir le coup » devant la concurrence des organes des grands partis po-

BULLETIN D'ABONNEMENT au "LIBERTAIRE"

FRANCE : 22 Nos .. 22 fr. 26 Nos .. 11 fr.
ETRANGER : 52 Nos .. 38 fr. 26 Nos .. 15 fr.

Chèque postal : N. Faucher, Paris 596-03
9, rue de Bondy (10^e)
Téléphone : BOTZARIS 68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de
à partir du pour la somme de
dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1) le 193 ..
Ville : Adresse :
(4) Ecrire très lisiblement. Département :

moment où nous voyons nos frais d'impression augmenter, et dans quelques jours M. Vaulour nous présentera sa quittance, qu'il faudra solder.

Ce déficit, causé par la saisie du numéro, nous oblige à reculer de quinze jours notre numéro de huit pages qui, régulièrement, aurait dû paraître la semaine prochaine.

Il paraîtra pour le Premier Mai en numéro spécial. Nous lui apporterons tous nos soins, mais ce retard n'en est pas moins regrettable. Il ne doit pas se renouveler.

Pour mettre le Libéraire à l'abri de ces

litiques, bien pourvus d'argent et de subventions. Le Libéraire, lui, n'a que ses amis, qui ne sont pas riches d'argent, mais qui le sont de cœur, de générosité et de dévouement.

Que tous lui prouvent qu'il a raison d'avoir confiance en eux.

Nous rappelons que le Libéraire peut être reçu sans indication extérieure apparente. Des carnets d'abonnements sont à la disposition des groupes et des individualités qui nous les demanderont.

EXTERMINATION

L'histoire sera-t-elle toujours un éternel recommencement ?

Voici quatre siècles, lorsque les Fernand Cortés, Almagro, Pizarro, commencèrent, à quelques années d'intervalle, la conquête du Mexique et du Pérou, ils entreprirent systématiquement le massacre des naturels du pays.

Non pas que les malheureux Aztèques et Incas fussent des gens particulièrement dangereux ou réfractaires à toute civilisation ; leur état, à tous égards et surtout au point de vue moral, certainement supérieure à celle de leurs vainqueurs ; mais le pays était riche ; mais ils possédaient de l'or et des pierres précieuses ; mais ils toléraient mal l'exploitation. Et ce fut, pendant les trois siècles que dura la domination espagnole, une longue succession de crimes, de vols, de viols et de pillage effrénés.

Pour le capitalisme moderne l'Espagne est un nouveau Pérou. Son sous-sol recèle des richesses plus précieuses que l'or : cuivre, plomb, houille, fer, mercure... et sans doute, du pétrole.

Ses habitants deviennent de plus en plus hostiles à l'exploitation capitaliste ; l'anarchisme y fait des progrès incessants et, crime impardonnable, se révèle capable d'organisation économique et sociale ; enfin, le capitalisme ibérique est impuissant à tirer rationnellement parti des richesses du sol et du sous-sol.

Aux yeux du capitalisme cette situation est intolérable ; la terre d'Espagne doit lui donner tout ce qu'elle contient ; et si ses habitants se refusent au servage, s'ils prétendent exploiter au seul profit du prolétariat les richesses de leur pays, on leur fera subir le sort des malheureux Incas.

Et nous assistons au drame.

Voici neuf mois que le plus pur du sang espagnol coule à flot ; neuf mois qu'une misère indicible s'étend comme une lèpre africaine sur la péninsule ; neuf mois que l'on vide l'Espagne de sa substance, qu'on l'endette, qu'on l'étrangle.

Est-ce fini ? Non. Le massacre va continuer, prendre de l'ampleur, employer des moyens plus horribles ; déjà la presse infâme commence à préparer les esprits et, hypocritement, on interroge : « Mussolini emploiera-t-il l'ypérite pour venger l'échec italien ? » Mais cette crainte ainsi formulée est en réalité une invite.

Tartufes ! Vous êtes tous complices ! Votre plan infâme se dévoile, vos disputes ne sont que des feintes et vous voulez, tous, votre part d'Espagne ; place aux capitaux français et anglais ; place au matériel allemand ; place aux millions d'Italiens, qui ne peuvent trouver leur subsistance en terre mussolinienne !

Oui, crapules, vous voulez l'extermination complète des anarchistes, le massacre de tout ce qui, en Espagne, veut lutter révolutionnairement ; oui, vous, démocrates à faux nez, socialistes en peau de lapin, larbins de Moscou, syndicalistes de défense nationale, tourbe infecte de prébendés, de vendus, de fonctionnaires marrons.

Vous espérez peut-être que l'Espagne sera l'abécédaire de fixation qui empêchera le mal de s'étendre à l'Europe ; qu'elle sera l'holococauste qui suffira à exiger des maîtres ? Non ; l'écrasement de l'Espagne sera, au contraire, le commencement de la bagarre car chacun des loups a trop bon appétit.

Et nous, anarchistes français, les voisins, les frères de ceux qu'on égorge, qu'allons-nous faire ? Encore des meetings de protestation ? Encore des collectes ? Des lamentations ?

Où allons-nous, malgré les excommunications majeures des extra purs, sonner le ralliement des forces révolutionnaires, former le bloc de ceux qui veulent sauver le Proletariat espagnol ? Allons-nous agir ? Dénoncer les chefs vendus, harceler ces parisiens infâmes et ce gouvernement de massacreurs, en-

L'exécuteur exécuté

(Suite de la 1^{re} page.)

Confident de Staline, témoin et complice de sa lente accession au pouvoir personnel, il connaissait mieux que quiconque les voies et les moyens de son triomphe, ses manœuvres, ses trames.

De la colossale escroquerie historique montée pièce à pièce par Staline, de la « popularité » et du « génie » de ce dernier, il connaissait trop bien l'envers pour que son existence seule ne laissât pas planer sur le maître une menace que la prudence asiatique et la peur de l'autre ne pouvaient tolérer.

Que ce soit pour des crimes commis dans l'exercice de ses fonctions dérisoires de commissaire aux P.T.T. ou dans celles de commissaire de l'Intérieur (Guépéou), que ce soit pour complot militaire ou terrorisme trotskyste, pour trahison, sabotage ou simplement pour concussion ou « immoralité », peu importe la sauce à laquelle Iagoda sera mangé.

Hai, dans sa détresse, par les ouvriers et les paysans russes, ni plus ni moins qu'au temps de sa puissance, l'homme tombe, d'abord et avant tout, parce qu'il en savait trop sur le régime et sur le maître.

Mais l'homme tombé... et remplacé par ce lejeu, personnage sans passé, pur produit de la contre-révolution stalinienne, le régime et le maître restent.

JEAN BERNIER.

RECTIFICATION AU « POPU »

Fédération Nationale des Etudiants socialistes

Nous recevons le communiqué suivant de la F.N.E.S. et nous l'insérons bien volontiers : « Contrairement à une information erronée parue dans le « Populaire » du 3 avril, le Congrès de la Fédération Nationale des Etudiants Socialistes a tenu d'un bout à l'autre ses séances jusqu'à épuisement de l'ordre du jour, à Suresnes, les 1^{er}, 2 et 3 courant. Aucune délégation n'a quitté la salle du Congrès.

Une motion d'orientation politique a été votée aux deux tiers des mandats. Cette motion revenait à un changement d'orientation radical du Parti Socialiste et du Gouvernement, la nationalisation des industries-clé par une offensive révolutionnaire sur tous les terrains, principalement extraparlimentaires, s'affirmait résolument hostile à toute défense nationale en régime capitaliste et protestait vigoureusement contre le réarmement, le maintien des deux ans, et le projet Dezaunauds-Daladier de P.M. obligatoire. Contre ce projet la F.N.E.S. a édité une affiche et poursuivi une campagne vigoureuse.

Le Bureau de la Fédération Nationale des E. S., 11, rue Jean-de-Beauvais, Paris (5^e).

AVIS IMPORTANT

POUR LES ENVOIS D'ARGENT

Nous demandons à tous nos camarades de ne jamais envoyer d'argent au nom du LIBERTAIRE. Les fonds doivent être adressés à N. Faucher, 9, rue de Bondy, Paris (10^e arr.) Chèque postal 596-03, Paris.

trainer à l'action violente, féconde, libératrice, la fraction consciente de ce peuple qui en a assez de ces pantanalons tragiques dont elle fait toujours les frais ?

Ne pas agir, c'est accepter, c'est encourager le crime ; c'est ajouter à l'infamie des maîtres la lâcheté des esclaves. Nous ne serons pas ces lâches. Agissons, appelons nos frères à l'action, formons le front révolutionnaire.

L. HUART.



Propos d'un Paria

Un juge vient d'envoyer devant le Tribunal correctionnel les principaux dirigeants du Parti Social Français, pour reconstitution de ligue dissoute et pour provocation à l'attroupement.

Le gouvernement se défend.

D'aucuns se réjouiront et clameront à tous vents qu'il a raison et qu'il convient de mettre en prison tous ceux qui ont, sur la façon de faire le bonheur de l'humanité en général et du peuple français en particulier, des idées qui ne sont pas dans l'orthodoxie « Front populaire »...

Déjà, lorsque, après le suicide de Salengro, furent édictées, contre la presse, des mesures répressives, j'ai signalé le danger que pouvait faire courir à la liberté de penser et d'écrire cette loi qui prétendait juguler la calomnie.

Plus un gouvernement, quel qu'il soit, augmente l'arsenal de lois, plus il réduit la liberté, plus il exerce la dictature et moins les artisans de ces lois, moins les suppôts de cette dictature seront fondés à se plaindre lorsque, le vent ayant tourné, tout ce système de répression se retournera contre eux.

Il fut un temps où les libéraux seuls avaient l'honneur d'être l'objet des lois d'exception que l'on qualifiait d'ailleurs de scélérates, sans doute pour les distinguer de celles qui ne le sont pas !

Aujourd'hui, avec le progrès, les choses se généralisent, et ce sont les partis au pouvoir qui mettent hors la loi les partis concurrents qu'ils englobent sous l'étiquette de fascistes.

Fascisme est vite dit et fait toujours son petit effet sur les bons bourgeois qui votent rouge à tour de bras et sont de toutes les processions que veulent bien organiser les dirigeants du Rassemblement populaire.

Certes, il convient de « barrer la route au fascisme », mais je considère, et devrais-je être le seul à penser de cette façon, que les moyens employés et qui relèvent des méthodes en usage dans les pays à régime totalitaire : Allemagne, Italie, Russie, etc., sont des plus dangereux pour le peu de liberté qui subsiste encore en ce pays.

Je sais bien que, en cette époque, parler de liberté individuelle, de liberté de penser, constitue un anachronisme. Du train où vont les choses, on peut prévoir que le jour n'est pas loin où les quelques attardés qui s'obstinent à se proclamer libéraux seront considérés avec cette pitié méprisante que l'on accorde généralement aux bonnes vieilles choses des temps révolus.

L'Autorité est la grande triomphatrice des temps présents. Qu'elle marque le succès d'une quelconque Internationale, du fascisme blanc ou rouge, c'est l'individu qui disparaît, absorbé dans les rouages de plus en plus précis d'un mécanisme meurtrier.

Adieu, la Liberté !... — Pierre Mualdès.

EN BEAUTE !

Oui, c'est en beauté que va se clôturer la saison 1936-37 des galas organisés au profit du Lib. Le prochain et dernier aura lieu le dimanche 11 avril, en matinée. Son programme, choisi, étudié, plaira aux plus difficiles, aux éternels râleurs. De la chanson ? Il y en aura, et de la danse aussi ! De la poésie ? Tant que vous en voudrez. Quant au Cabaret, il sera agréablement représenté. Il y aura même... mais, chut ! C'est un secret. Aussi, venez tous assister à ce spectacle unique. Si vous hésitez, sachez que les bénéfices sont destinés à compenser la perte que les cambrieux officiels de M. Badin nous ont fait subir.

« PAIN DE SOLDAT » VA PARAÎTRE

Notre ami Henry Poulaillé va faire paraître prochainement Pain de soldat, livre de guerre d'une très grande violence où, tour à tour, sont évoqués l'arrière civil, l'arrière militaire et le secteur du Chemin-des-Dames, en 1917, à l'époque des mutineries. On se rappelle que Henry Poulaillé avait réservé au Libéraire la primeur des bonnes feuilles de ce livre dont nous aurons l'occasion de parler en détail prochainement.

LA MAIN TENDUE CONTINUE

Les Croix de Feu donnaient dernièrement une soirée avec le concours d'artistes appartenant (le programme le mentionnait) au Parti Social Français.

Parmi ces artistes, figurait le compositeur Gabriel Chaumette.

Le même Gabriel Chaumette, qui est engagé par le groupe Clarté pour se produire avec Léon Blum à la manifestation du 10 avril en l'honneur de Barbusse.

HISTOIRE DE DRAPEAUX...

C'est ainsi que la très fasciste « Liberté » intitule un écho dans lequel elle commente un article du Lib où il est question d'un drapeau noir flottant sur un pavillon de l'Exposition à côté du drapeau rouge.

« Les anarchistes font leur réapparition », clame la feuille mussolinienne.

Nous savons que certaines manifestations d'une influence qui ne cesse de s'étendre, ne sont pas faites pour tranquilliser la bourgeoisie. Il est normal que ses journaux commencent à s'effrayer et la chose ne peut que nous réjouir.

La Liberté termine en se contentant de demander si le drapeau noir et le drapeau rouge sont toujours, au regard de la loi républicaine, des emblèmes séducteurs.

Nous demandons, nous, si, au regard d'un gouvernement de Front populaire qui saisis sans façon les journaux ouvriers, la Liberté, Gringoire, l'Emancipation Nationale, etc., etc., sont toujours des journaux factieux.

LE PAYS DE MOLIERE OU LE PAYS DE TARTUFE

Dans un récent numéro du Populaire, M. Amédée Dunois ex-Catonnet stigmatise les prières avilissantes et ineptes que les nazis font dire, avant et après manger, aux enfants miséreux qu'ils nourrissent dans les cantines du « Comité philanthropique national-socialiste ».

« Führer, mon Führer, c'est à toi que je dois mon pain de chaque jour... » etc.

« Commenter ces proses vénales, écrit M. Dunois ex-Catonnet, à quel bon ?... Nous sommes au pays de Molière... au pays de ce rire révolutionnaire, etc. »

Et le bon apôtre de conclure : « ...Quand je pense aux effets éventuels d'une éducation de l'enfance fondée sur la divinisation d'un homme et sur l'abaissement de tous les autres, je ne puis me défendre d'un frisson affreux. »

D'accord, d'accord, Amédée. Mais quand les petits Russes écrivent ou récitent des poèmes à « Staline chéri », au « père », à « l'aigle », au « Soleil » Staline, à « qui ils doivent leur vie heureuse », bref quand l'éducation fondée sur la divinisation d'un homme et l'abaissement de tous les autres fleurit en Russie — COMME TU LE SAIS BIEN — frissonnes-tu aussi, Amédée ?

Ou bien ta vieille peau de social-patriote « antiboche » n'est-elle capable — au pays de Tartufe — que de frissons à sens unique ?

Les romanichels.

VENDEDI 9 AVRIL

à 20 heures 45

au MOULIN de la GALETTE
RUE LEPIC

« JE SUIS ANARCHISTE »

CONFÉRENCE par

SÉBASTIEN FAURE

PARTICIPATION aux FRAIS : 3 frs
CHOMEURS : 2 francs.

Vingt sous par jour pendant 14 mois !

Oui : vingt sous par jour, pendant un peu plus d'un an ! Quel est le camarade, le militant, le lecteur du Libéraire qui, dans de telles conditions, se privera de l'avantage et de la joie de posséder une œuvre comme :

« L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE »

Voici les nouveaux prix et les nouvelles conditions de paiement de ce magnifique ouvrage :

1^{er} Au comptant Fr. 440 »

2^e En 14 versements mensuels (le 1^{er} de 33 fr. et les 13 autres de 34 fr. chacun) Fr. 475 »

Livraison franco à domicile, tous frais d'emballage, d'expédition et de recouvrement à la charge de l'acheteur.

Passer la commande en se recommandant du titre d'abonné ou de lecteur du Libéraire

LA LIBRAIRIE SOCIOLOGIQUE

14, rue de Marengo, 14, à Lille (Nord) Compte chèque postal : 346.28, Lille.

LA CRISE CATALANE

Petite Bourgeoisie ou Prolétariat

(D'après les informations téléphonées du correspondant de l'U. A.)

Malgré la constitution d'un ministère restreint, la crise du gouvernement catalan n'est pas encore en voie de solution à Barcelone.

Au moment où une répartition définitive des représentations des organisations syndicales et des partis allait aboutir, l'U.G.T. a formulé des exigences nouvelles d'une nature telle que tout a été remis en question.

Cette crise est bien autre chose qu'une crise politique. Elle traduit au fond l'extrême divergence des deux conceptions qui s'affrontent en Catalogne : l'une la plus forte en nombre et en influence, celle de la C.N.T. qui ne veut en aucun cas séparer la conduite de la guerre de la socialisation ; l'autre, celle des communistes et des socialistes, alliés pour la circonstance à tous les éléments bourgeois et petits bourgeois, préoccupée avant tout de maintenir le statu quo social et politique au soi-disant bénéfice de la victoire sur Franco.

Sous le prétexte de supprimer une dualité de pouvoir existant entre la Généralité et les syndicats ouvriers, adhérents dans leur grande majorité à la C.N.T., l'U.G.T. a réclamé, pour renforcer l'autorité du gouvernement, que les décisions prises en conseil des ministres fussent « formulées par écrit ». Cette prétention d'apparence anodine ne vise au fond à rien moins qu'à retirer aux organisations syndicales les prérogatives obtenues par le sacrifice des meilleurs militants de la C.N.T. et par les masses ouvrières dans la lutte contre le fascisme.

De cette manière on soustrairait les militants délégués par la C.N.T. dans les organismes du gouvernement au contrôle des masses, et on les rendrait prisonniers de ce gouvernement.

On comprend que la C.N.T. n'ait pas accepté. Aussi à l'heure où nous écrivons ces lignes, les ministres de la C. N. T. de la combinaison restreinte provisoirement élaborée par Companys n'ont pas encore pris possession de leurs postes.

SYNDICALISME DE PETITS BOURGEOIS CONTRE SYNDICALISME OUVRIER

On pourrait être surpris de ces exigences manifestées par l'U.G.T. quand on se rappelle le rôle de figuration jouée par cette organisation dans les événements révolutionnaires de juillet. L'U.G.T. ne représentait alors qu'une masse insignifiante d'adhérents dont beaucoup d'ailleurs étaient des anticléricals acharnés, plus par raison d'animosité personnelle contre les militants de la C.N.T., ou encore pour des motifs peu avouables — se rappeler l'affaire Trillas.

Depuis l'U.G.T. a grandi... Elle a grandi de tout l'apport de ceux qui, antérieurement aux événements de juillet, se situaient politiquement de l'autre côté de la barricade révolutionnaire, ou qui par intérêt de classe n'avaient aucune place dans des organisations ouvrières.

Veut-on une preuve de ce que nous avançons ? Nous la trouvons chiffrée dans la Soli du 3 avril.

Elle nous révèle que la petite bourgeoisie catalane a formé une organisation sous la dénomination de G.E.P.C.I., composée

des différentes sections du commerce et adhérente à l'U.G.T. Et la Soli cite en exemple la section des marchands de poissons et concessionnaires de postes dans les marchés de Barcelone adhérents au nombre de 1.200 à l'U.G.T. A-t-on besoin d'ajouter, que dès le début, ces petits bourgeois ont été de forcenés adversaires de la socialisation ?

En face de cette organisation de formation et d'esprit spécifiquement bourgeois, existe le syndicat adhérent à la C.N.T. qui groupe au nombre de 520 les vendeurs et vendeuses employés par les petits patrons adhérents à l'U.G.T. qui, par des pressions qu'on devine, ont réussi à attirer à eux 27 vendeuses et seulement 3 vendeurs. Cela donne la mesure de l'état d'esprit général de l'U.G.T. qui apparaît de plus en plus comme devant se transformer en une organisation de classe petite bourgeoisie.

Ne nions pas cependant qu'il y ait dans l'U.G.T. un certain nombre de prolétaires authentiques naguère indifférents à la question sociale. Mais ceux-là, dans les usines, les ateliers et les chantiers ont fait l'alliance à la base la plus loyale avec les adhérents de la C.N.T.

Et la grande organisation anarcho-syndicaliste, si elle réprouve ces singuliers syndicats qui peuvent être les petits bourgeois, patrons et trafiquants, tend depuis le début une main loyale aux exploités qui ne sont pas dans ses rangs.

L'INFLUENCE DE LA C. N. T. EST INTACTE

La prétention de l'U.G.T. d'être placée sur un pied d'égalité avec la C.N.T., s'appuie sur le soi-disant déclin d'influence de celle-ci.

Nous avons vu de quels éléments se nourrissent les rangs de l'U.G.T.

Nous allons voir maintenant par d'autres chiffres le degré de pénétration de l'influence de la C.N.T. en Catalogne.

S'il est difficile d'obtenir un état exact des adhérents à l'U.G.T., par contre, la C.N.T., elle, a publié lors de son récent congrès régional, des renseignements précis : pour la Catalogne seule 951.517 adhérents.

D'autre part, dans une polémique qui a mis aux prises la presse ugéliste et la presse cénétiste, la Soli a été amenée à donner des précisions chiffrées sur les différents tirages des journaux relevant d'une part du P.S.U.C. et de l'U.G.T., de l'autre la C.N.T. seule.

Pour les premiers, la Soli cite Las Noticias avec 28.000 exemplaires ; Treball, 20.000 ; la Rambla, 7.000 ; El Noticiero, 32.000 ; soit au total 87.000 exemplaires. Pour la C.N.T., Soli cite son tirage, soit 210.000, plus les 45.000 des deux journaux du soir : Catalunya et la Noche, soit 255.000 exemplaires.

N'est-ce pas là le meilleur témoin de l'influence respective de l'U.G.T. et de la C. N. T. dans les masses catalanes ?

Il est donc absolument faux d'avancer que la C.N.T. ait vu si peu que ce soit son rayonnement s'affaiblir.

Ce qu'il faut déduire de ces accusations manœuvrières, c'est l'influence artificiellement créée par l'apport russe en faveur de l'U.G.T. dans l'intention de dresser contre les masses ouvrières le bloc des intérêts bourgeois et petits-bourgeois sous le couvert de la lutte antifasciste.

Pour ceux de Madrid

D'un camarade luttant sur le front de Madrid nous avons reçu l'émouvante lettre suivante plus éloquent dans sa simplicité que tous les appels que nous pouvons adresser à nos lecteurs en faveur d'un soutien matériel et moral des combattants antifascistes.

El Pardo 23 mars 1937.

A tous les camarades anarchistes français,

Depuis le début de la guerre civile en Espagne de nombreux Français, militants anarchistes ou simples sympathisants, se trouvent dans les milices confédérées.

Ils luttent en Espagne pour leur liberté. Beaucoup sont morts et ceux qui restent savent que ce sort les guette et ils sont prêts à verser leur sang pour le triomphe de leur idéal.

Nous qui luttons dans les tranchées de Madrid par tous les temps, nous aurions besoin d'un peu de réconfort. Nous sommes très désavantagés à côté de nos camarades de la brigade internationale qui reçoivent tabac, colis et journaux.

Dispersés dans les bataillons, perdus au milieu d'Espagnols que nous comprenons difficilement, nous manquons de nouvelles de France et ne recevons absolument rien.

Nous avons réussi à nous grouper à une dizaine pour former une section de « dynamiseurs ». Nous serions très heureux de fumer de temps en temps une cigarette française, de lire un journal que nous comprenons, de voir enfin qu'en France on ne nous oublie pas.

Nous espérons que cet appel ne sera pas vain. L'Espagne sera libre ou nous mourrons.

Salut, camarades.

Pour les camarades français du bataillon :
Marcel GREFFIER.

Columna del Rosal
Bataillon Francisco Ferrer
(section dynamiseurs)
El Pardo (Madrid)

Nos disques de propagande

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que nous tenons à leur disposition un disque de 25 centimètres qui sont enregistrés les morceaux suivants :

Hijos del Pueblo
(Hymne de la F.A.I.)

A las Barricadas !
(Hymne de la C.N.T.)

Prix : 15 fr., franco : 17,50

Sous votre responsabilité

Deux cents petites bouches à nourrir !

Arrachés à la tourmente, les uns venant de Madrid, les autres au front d'Aragon, ils sont là maintenant les petits êtres dont nous avons la charge.

Le Comité « Pro Infancia » de Gérone, le Conseil de Défense de l'Aragon nous ont confiés des petites bouches à nourrir, des petits enfants à choyer, des petits enfants à faire vivre. Quatre ans, six ans, huit ans, dix ans, douze ans, des filles et des garçons de tous les âges dont trop hélas ! ne reverront plus jamais ni maman ni papa.

Par vingt-cinq ils sont arrivés à notre colonie Ascaso-Durutti. La semaine dernière ils composaient un contingent de cent cinquante et au moment où paraîtront ces lignes, ils seront à Llénsa deux cents petits enfants adoptifs.

Le château de Marly résonne et des cris et des rires de toute notre pauvre petite « marmaille ».

La camarade Paula Felsdein l'animatrice de la plus belle de nos œuvres est à son affaire, elle travaille beaucoup et avec quelque conviction.

... Avec elle, six femmes sont employées chaque jour aux durs travaux intérieurs. Sous peu les instituteurs et les médecins arriveront.

La colonie Ascaso-Durutti s'organise et nous pourrions bientôt la montrer en exemple. Amis, camarades, mamans et papas d'ici, à vous de vouloir assurer la « matérielle » de vos enfants adoptifs.

Vous voyez, n'est-il pas vrai, qu'ils ne manquent de rien les mioches de Llénsa, les mioches qui sont désormais les vôtres.

Il faut beaucoup de choses pour mettre dans les deux cents assiettes blanches alignées dans le grand réfectoire.

Il faut du pain, du riz, du sucre, du chocolat, des légumes, des gâteaux, etc., etc., et en dehors de la nourriture il faut aussi des vêtements, des chaussures, des jouets...

Le Comité pour l'Espagne libre envoie déjà beaucoup, grâce à votre esprit de solidarité il enverra davantage, en suffisance, à production même...

Cette semaine trois camions passeront la frontière, trois camions bien remplis. Le contenu de l'un d'eux restera à Llénsa, le contenu des deux autres ira aux fronts d'Aragon et de Madrid.

En passant, soulignons l'effort admirable des ouvriers et travailleurs de Villeurbanne, près de Lyon, où on collecte vivres et vêtements à une cadence magnifique.

Dans les autres régions et aussi à Paris il faut que le beau et grand mouvement de solidarité se développe plus que jamais.

La vie de deux cents petits enfants réfugiés est placée sous votre responsabilité et nous savons que l'effort demandé pour eux n'est pas au-dessus de vos forces.

A l'œuvre de solidarité toutes et tous.

PIERRE ODEON.

Adresser les dons et les envois d'argent au Comité pour l'Espagne libre, 26, rue de Crussol.

RÉPONSE A LEROUX

DES FAITS !

essayant de briser les réalisations socialistes de la C.N.T., et en donnant comme résultat aux sacrifices de milliers de travailleurs le retour à la République bourgeoise de 31.

Devant de tels faits, nous ne pouvons que demander à nos camarades de la C.N.T., et de la F.A.I. de se montrer très vigilants et de ne pas se laisser enlever par des formules que leurs alliés d'aujourd'hui oublient toujours d'appliquer ou ils sont majoritaires ou lorsque l'intérêt de leur parti entre en jeu.

Au travers de ses combats sur les fronts de guerre et de travail au travers de ses succès et de ses revers, au travers de ses réalisations et de ses erreurs, le prolétariat ibérique se fraye une voie vers la société libérale malgré le bloc des bourgeoisies internationales malgré les traités de la I^{re} et III^e Internationales, malgré les aboyeurs à gages du genre Leroux.

C. R. R.

D'étranges déclarations attribuées à Garcia Oliver...

Nous avons lu dans le bulletin français de la Généralité de Catalogne édité à Barcelone (numéro du 30 mars), de bien étranges propos attribués au camarade Garcia Oliver, ministre de la Justice dans le gouvernement de Valence.

Ces propos se réfèrent à des déclarations faites aux élèves de l'Ecole populaire de guerre à Barcelone.

Si l'on en croit la traduction, Garcia Oliver aurait harangué les élèves en ces termes : « Vous, officiers de l'armée populaire, devez observer une discipline de fer et l'imposer à vos hommes, lesquels, une fois dans les rangs, doivent cesser d'être vos camarades et former l'engrenage de la machine militaire de notre armée. »

Depuis le début des événements de juillet, nous nous sommes efforcés dans la plus complète indépendance, de faire taire les objections sérieuses que faisaient naître en nous certaines positions prises par des individualités investies par la C.N.T. et la F. A. I. de mandats officiels dans les organismes gouvernementaux. Nous nous sommes tus, car nous n'avons pas cessé de considérer, au travers des sacrifices idéologiques et de principes, le but général vers lequel s'oriente la révolution espagnole, qui est le communisme libéral. Malgré les dénigrements de nos adversaires, nous sommes des hommes QUI AVONS LES PIEDS AU SOL.

Mais là, vraiment, nous ne voyons pas en quoi la révolution espagnole pourrait être servie par des déclarations aussi inutilement militaristes.

Nous voyons, au contraire, qu'un militant connu comme anarchiste porterait si les déclarations sont exactes un coup brutal à tout ce qui peut faire la beauté, l'originalité et aussi la justesse de la doctrine anarchiste.

Nous avons la certitude que la C.N.T. et la F.A.I. n'approuveront jamais des déclarations telles que celles attribuées à Garcia Oliver, qui ne peuvent être davantage éloignées de toute leur activité passée et présente.

CARTES POSTALES DE PROPAGANDE

De nombreuses commandes nous ont été passées des cartes postales de propagande représentant nos chers camarades tombés face à l'ennemi fasciste, Ascaso et Durutti. Ces cartes sont en vente au « Libertaire », 9, rue de Bondy, aux prix de :
0 fr. 50 la pièce,
22 fr. 50 les cinquante,

Pour les orphelins d'Espagne

Le Comité pour l'Espagne libre vient d'éditer des cartes postales de solidarité, à 0,50, pour subvenir à l'aide matérielle des 200 enfants qu'il a recueillis.

Il est en droit de compter sur le concours dévoué de tous les camarades et groupes, de toutes les bonnes volontés pour diffuser ces cartes au maximum, afin d'intensifier par ce moyen les secours réguliers que nécessite la douloureuse situation de ces innocentes victimes.

Nous informons les centres locaux que nous tenons à leur disposition, une affiche passe-partout, format demi-croquis, pour leur permettre de faire connaître leur existence dans leurs localités respectives : Il va sans dire que ces affiches leur seront fournies gratuitement, leur laissant seulement le soin d'y coller une bande portant l'adresse de la permanence locale.

Le Comité pour l'Espagne Libre.

COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE

26, Rue de Crussol - PARIS-XI'

SAUVEZ LES VICTIMES INNOCENTES DU FASCISME INTERNATIONAL (0.50)

200 enfants dont les parents ont été assassinés à Madrid et à Malaga, et adoptés par notre Comité, attendent de votre SOLIDARITÉ l'aide matérielle indispensable.



La Leçon de la Bourgeoisie



Ce que les prolétaires ne parviennent pas à réaliser pour sauver la Révolution Espagnole, les bourgeoisies l'effectuent pour l'étrangler.

Régulièrement, des milliers d'Italiens débarquent dans la péninsule ibérique. Non moins régulièrement, quotidiennement, peut-on dire, le gouvernement français arrête, emprisonne et poursuit les travailleurs de toutes nationalités qui veulent franchir la frontière des Pyrénées.

Dans ce travail, les consuls fascistes, italiens surtout, donnent un sérieux coup de main aux contrôleurs. Cette alliance des fascistes et des démocrates constitue un magnifique exemple pour l'action de la classe ouvrière.

Par dessus les partis, par dessus les frontières, action commune pour sauver la Révolution Espagnole.

Une Canaillerie de "Las Noticias"

Dans le numéro du 6 avril de LAS NOTICIAS, organe soumis à l'obédience du P. S. U. C. et de l'U. G. T. a paru en manchette l'ignominie suivante : « LE SEUL FRONT PARESSSEUX C'EST LE FRONT D'ARAGON ».

Quand on sait l'état d'abandon SYSTE-

MATIQUE où est laissé le front d'Aragon, un seul mot peut qualifier une phrase pareille : c'est une CANAILLERIE.

Elle coïncide avec l'offensive de grand style, inaugurée ici même par André Leroux du « POPULAIRE ».

On peut être sûr que nous ne la laisserons pas sans réponse. La semaine prochaine nous publierons les déclarations d'Ortiz, délégué de la colonne Ortiz-Ascaso, qui rétablit la vérité sur la soi-disant « paresse » du front d'Aragon.

PARIS-BANLIEUE

A NOS CORRESPONDANTS

Les correspondants de la rubrique Paris banlieue et Voix de Province, sont informés que la copie doit nous parvenir le lundi à midi, dernier délai.

La copie doit être écrite à l'encre, d'un seul côté de la feuille, en ménageant des marges.

La rubrique étant consacrée à la propagande locale, nous prions les correspondants de ne pas déborder le cadre des faits politiques et sociaux d'ordre local ou régional et de s'enfermer de ne pas dépasser 30 lignes, de manière à ce que chacun puisse trouver sa place sans être gêné par le voisin.

BLANC-MESNIL

Le samedi 3 avril, une réunion publique avait lieu à la salle la Volière devant une assistance très attentive.

Des camarades de Blanc-Mesnil, Aulnay et Drancy se trouvaient dans la salle et cette réunion était complétée par un fort contingent de communistes. Enfin, nous pouvions compter un auditoire de près de 400 personnes.

Après les exposés clairs et nourris de textes des camarades Ridel et Couanault, l'appel à la contradiction a été fait. Un camarade du Groupe a invité les communistes à venir apporter les arguments sur la soi-disant mauvaise foi des anars en Espagne. Tous ceux-ci sont restés cois. Enfin un membre des J. C. est venu apporter son point de vue. Tout en apportant son salut aux anars, ne veut pas tout de même les suivre car il juge qu'il doit toujours y avoir un chef.

Ridel est venu apporter une réponse à ces propos par une argumentation très nourrie et aux applaudissements de l'assemblée, même de certains communistes. Enfin, bonne réunion, d'une bonne tenue, la discussion a été serrée, certes, mais correcte.

D'autres réunions comme celle-ci suivront sous peu et notre Groupe Libertaire se renforcera toujours plus.

P. C. — Une collecte pour les camarades anarchistes, section française, à Barcelonne, a été faite qui a rapporté 75 fr. 80.

NOTE POUR LES CAMARADES DE BLANC-MESNIL

Nous insistons auprès des camarades militants de Blanc-Mesnil pour qu'ils assistent nombreux et d'une façon régulière aux réunions de notre groupe; ayant beaucoup de travail en préparation, la présence de tous est indispensable.

CARRIERES-SUR-SEINE

Liste des numéros gagnants de la tombola S.U.B.

23 28 65 239 232 331 356 373 378 384 397 415 454 462 574 638 660 818 850 901 1.004 1.050 1.089 1.131 1.142 1.219 1.242 1.283 1.318 1.346 1.356 1.472 1.480 1.482 1.486 1.498 1.596 1.599 1.760 1.832 1.906 2.042 2.063 2.077 2.179 2.189 2.233 2.238 2.277 2.283 2.323 2.342 2.352 2.702 2.842 2.926 2.975 3.133 3.157 3.288.

A réclamer, Café de la Mairie (fête du 27 mars). Le Conseil syndical du S.U.B. (C.G.T.S.R.) aura lieu le samedi 10 avril à 3 heures. Présence indispensable.

CHAMPIGNY

Les J. E. U. N. E. S. ont organisé une conférence dans notre ville, le 24 mars. Devant un auditoire restreint, deux orateurs ont exposé et critiqué l'organisation économique, l'action du gouvernement Front Populaire et surtout le rôle futur des entreprises industrielles.

Les J. E. U. N. E. S. sont jeunes, en effet, c'est ce que n'a pas manqué de leur dire M. Bismuth, conseiller municipal socialiste, qui leur dit que le gouvernement F. P. ne peut faire plus parce que les cadres de l'armée, police, etc., sont factieux et qu'il faut attendre leur renouvellement. Pour cela, il a fait voter le prolongement de la scolarité qui doit donner au jeune la possibilité d'accéder à ces postes, etc., etc. Un brave prolo lui fit remarquer qu'on pouvait attendre longtemps.

Il est temps que les révolutionnaires de Champigny s'organisent pour ne pas laisser s'accroître de pareilles balivernes et pontifier de pareilles suffisances socialistes.

Lecteurs et amis, suivez la rubrique des convocations et assistez à nos réunions, il y a du travail à faire du défrichage s'impose (voir convocation 1).

Eugène Poussel.

Les camarades anarchistes et lecteurs du « Lib » sont instamment priés d'assister à la réunion qui aura lieu exceptionnellement le dimanche matin 11 courant, à 10 heures, au local habituel.

Un petit effort, camarades, sortons de notre torpéur. Les camarades de Nogent sont cordialement invités. Le « Libertaire » est en vente à la librairie Gatignole, à côté de la Mairie.

BANLIEUE-SUD

PAS D'EQUIVOQUE !

Le 2 avril, une grande affiche collée sur les murs de Gentilly ! De nombreux lecteurs la commentent ! Quel est donc arrivé ? Encore un coup des anarchistes ? Nos rassurez-vous, braves gens ! C'est tout simplement ceci : un conseiller municipal (parlant à droite celui-là) nommé Bizien, retour du front d'Espagne, engueule M. Beaupré, maire, et lui annonce qu'il quitte le Parti, les choses qu'il a vues en Espagne lui ayant ouvert les yeux. Jusque-là, rien à dire, mais voilà : l'affiche a été tirée à Saint-Denis et payée certainement par Bizien et c'est ce qui explique tout ! L'ancien chef, inquiet de ce que P. C. fait des choses et naturellement le lendemain, il y a la réponse des vrais 100 %, avec la petite note antiallemande chère à nos anciens internationalistes !

Les anarchistes assistent en spectateurs à ce débâlage de linges sales et laissent grouiller le panier de crabes. Ils tendent la main à tous ceux qui ont compris et qui veulent aller à gauche, même à des conseillers municipaux (tant que militants révolutionnaires) mais ils n'ont que faire de leur mandat politique.

Pour eux, ceux qui trahissent et vont ainsi subitement à droite ne les étonnent pas du tout, c'est dans la logique des choses et il est à prévoir que d'autres suivront les conceptions révolutionnaires de ces messieurs, étant basées sur l'épaveur du bifteck à décrocher.

Conclusion ! Quand on a la haine de tout ce qui est à sa gauche, il est fatal qu'au moindre casement de nez, on parte à sa droite ! A qui le tour, Messieurs les Nacos ?

ISSY-LES-MOULINEAUX

LE GROUPE AU « CAMARADE » ADJOINT AU MAIRE

Nous avions demandé par lettre à la Mairie, voilà plus d'un mois, une salle de la « Maison du Peuple » pour une conférence. Elle nous fut refusée. Le camarade à qui fut faite cette réponse en demanda le motif. Il lui fut répondu avec embarras par l'adjoint que c'était la Commission qui avait décidé et qu'il ne savait rien de plus. Cet adjoint n'est autre que Maillot, personnalité marquante, toujours en relief. Tu as fait montre, dans cette petite histoire, mon pauvre vieux, d'un énorme zéro en tout. En bon fonctionnaire, tu exécutas simplement la consigne qui est de refuser toutes salues aux anarchistes (mot d'ordre d'ailleurs appliqué partout où il y a municipalité communiste).

C'est tout de même pas révolutionnaire de passer pour un couillon. Sincèrement, tu étais plus sympathique en chômeur, quand tu avais encore quelques velléités de révolte. Tu nous diras que tu gagnes la croule. Mon pauvre Maillot !

LA GRANDE RETAPE

Le Groupe tient à signaler que si toutes salles lui sont refusées, par contre notre Conseil municipal communiste a voté 800 fr. pour la Section de l'U.N.C., 200 fr. aux Dames de France, et Maison du Peuple à leur disposition. Unir, unir, unir !

Est-ce pour répondre aussi à ce mot d'ordre que les jeunes filles communistes vont avec respect chercher les jeunes catholiques dans leur patronage et attendent pieusement que celles-ci aient terminé prières et psalmodies pour célébrer dans de touchants accueils le rapprochement, la grande union ?

Allez, Tartuffes ! J'espère que vous êtes, ça de l'Unité ?

De la Grande Retape !

Le Groupe.

PRE-SAINT-GERVAIS

UNE ASSEMBLEE DE L'INTER-SYNDICALE

C'est devant une salle pleine que de nombreux camarades ont pris la parole pour critiquer l'action des syndicats.

1° Contre ceux qui freinent l'action des masses pour mieux de bien-être.

2° Contre les chefs Cagétistes qui ont voté les 250.000 pour les prochains charniers.

3° Contre l'arbitrage obligatoire qui ne joue jamais en faveur des exploités, que ceux le comprennent et les rouler.

Ces trois points furent nettement critiqués par les syndiqués de la base et Raynaud, de l'Union des Syndicats de la Seine, devant ces avalanches de protestations, vers les minuit donna raison à ces militants qui sont restés sur le véritable terrain syndicaliste de lutte de classe.

Camarades, continuons l'effort pour rendre au syndicalisme sa véritable figure.

SARTROUVILLE

CHANTIER BILLIARD

Le samedi 27 mars le poste de 7 à 3 quittait le puits 20 à Montesson lorsqu'à 200 mètres du chantier un mineur venant prendre son poste dans un état d'ébriété avançait à l'attaque l'un des hommes parlant. Ce saigneur placé ici par Billiard déversait des saletés contre les copains depuis deux ou trois semaines. Se voyant en état d'infirmité, il sortit un couteau de poche. Je lui dis que je ne travaillerais pas avec lui, que je refusais de travailler avec lui et m'en référais au délégué, seul qualifié à mon avis.

Dans sa colère il voulut se saisir d'un manche de pioche, mal lui en prit, il fut corrigé comme il convient.

Le 31 mars une douzaine de compagnons (puits et surface à la tête), furent réglés, les uns acceptèrent leur peine, les autres non. Le secrétaire propagandiste du Syndicat des Terrassiers eut une entrevue avec le représentant de Billiard qui ne voulait pas revenir sur sa décision. L'Assemblée générale des puits vota à l'unanimité la réintégration des copains et la diminution de production de travail.

Si Billiard qui est un patron de combat de la région parisienne ou aucun copain ne pouvait travailler avait sorti un arrêt total immédiat, jusqu'à la réintégration, il aurait fléchi, j'ose espérer que le chantier comprendra qu'il ne faut pas enterrer l'action directe car c'était la force de nos anciens.

Gandillet.

VOIX DE PROVINCE

EVREUX

Mercredi 21 avril à 20 h. 30, salle de l'Amphithéâtre, rue Pannetier, Sébastien Faure donnera une conférence publique et contradictoire sur :

La Naissance et la Mort des Dieux

Un groupe anarchiste est en formation, s'adresser à : A. Prévotel, 15, rue de la Préfecture.

LYON

Contre le blocus criminel !

Pour la liberté de commerce avec l'Espagne !

Le Comité pour l'Espagne Libre.

L'Union Anarchiste et les Jeunes anarchistes communistes de Lyon, vous prient d'assister aux deux grands meetings de protestation

le vendredi 9 avril 1937

A 17 h., à Oullins, maison du Peuple, à 20 h. 30 à Lyon, salle Emile-Zola à l'Unitaire, 129, rue Boileau avec le concours de M. Cosbrou, du groupe de Lyon de la J. A. C. H. Fourcade, du Comité pour l'Espagne Libre, René Frémont, secrétaire de l'Union anarchiste.

MARSEILLE

FEDERATION PROVENÇALE

Réunion dimanche 18 avril de tous les délégués des groupes sans exception. Ordre du jour : Propositions d'action de la part des groupes, 18, rue d'Italie, 2° étage, à 9 heures précises.

Le secrétaire fédéral :

A. Pascal.

GERMINAL

Réunion générale de tous les membres de « Germinale » jeudi 15 avril à 6 heures 30, au siège.

Ordre du jour :

1. Constitution définitive du groupe, discussion sur la Charte.

2. Répartition des charges responsables.

3. Actions à entreprendre.

4. Propositions des membres.

Vu l'importance de l'ordre du jour, vous être priés d'être présents nombreux et exacts.

COMITE DES FEMMES LIBERTAIRES POUR L'AIDE AU PEUPLE ESPAGNOL

Les billets de tombola sont arrivés, priez votre camarade qui en désirent, de passer tous les soirs au siège, se ravitailler.

Les copains se sont lancés un défi pour la vente. Qui en vendra le plus ? qui décrochera le coquetier en pensant à nos braves frères d'Espagne qui ont tant besoin de tout.

NIMES

Dons offerts par différents camarades pour la Colonia infantil Ascaso-Durruti.

Nîmes, Comité local pour l'Espagne Libre : un colis de chocolat par le camarade Yvon Rocheblave, camelot; une paire de calcetons neufs pour gosse, par le camarade Boris Maurice, d'Alès; un lot important de chaussettes et bas assortis; la somme de 300 fr. par le Comité d'Aide à la République Espagnole d'Alès.

A tous merci. Pour tout envoi de fonds, colis, linges, vivres aux miliciens, s'adresser chez M. Repon, peintre, 16 rue Bachalat, Nîmes.

A todos los camaradas españoles el Comité por l'España Libre de Nîmes accuso recibido la suma de trescientos francos del Comité antifascista español de Ayuda a la República Española d'Alès-Gard. Por la Colonia de Niños Orfelinatos de España. Gracias por los niños.

Gracias y saludos antifascistas a todos los compañeros del Comité d'Alès.

Pour le Comité :

G. Repon.

16, rue Bachalat, Nîmes.

ORAN

Depuis l'ouverture du Centre de Divulgation sociale, un bon nombre de jeunes camarades ont donné leur adhésion à seule fin de mieux comprendre tout ce qui concerne l'évolution actuelle de la Société.

Certains d'entre nous ont appris le marxisme et les réalisations en U.R.S.S. dans d'autres organisations où ils ont souvent entendu accuser les anarchistes de diviseurs.

Nous avons décidé de nous organiser pour pouvoir lutter contre le fascisme, les politiciens de toutes tendances et plus particulièrement contre le militarisme. Nous devons mener une campagne contre les deux ans et une campagne en faveur de nos camarades espagnols qui luttent pour leur liberté qui est aussi la nôtre.

Nous avons constitué la Fédération locale des jeunes anarchistes communistes d'Oran.

Nous faisons appel à tous les jeunes pour venir nous aider dans la lutte que nous devons mener dans ce pays d'Algérie, où le fascisme règne.

Ne soyons pas dupes comme nos aînés l'ont été jusqu'à présent.

Les camarades désirant adhérer aux Jeunes anarchistes-communistes sont priés de s'adresser au secrétaire du Centre, 12, rue de la Mosquée, Oran qui transmettra. Le Comité.

TOULOUSE

EN PLEIN FASCISME

La police toulousaine marche sur les traces de la municipalité. Celle-ci interdit, au mépris même de la légalité bourgeoise, la vente du « Libertaire ».

Pour celle-là, le fait, pour des Français, de prendre un billet de chemin de fer pour Bourg-Madame, localité française, est également un délit.

Trois de nos camarades, dont une femme, ont été arrêtés sur le quai de la gare Matabiau le samedi 3 décembre, au moment où ils allaient monter dans le train; ils furent emmenés au violon; notre camarade femme fut gardée jusqu'à 1 heure du matin et l'un des camarades ne fut relâché qu'à 8 heures le lendemain; le troisième est encore en prison.

Il faut préparer notre revanche. Les élections municipales auront lieu l'année prochaine. Que des maintenant les camarades ayant des renseignements précis sur les agissements de la municipalité nous les fassent parvenir. M. le général de réserve Hellen Prévost, maire de Toulouse, chef de la police et dictateur, n'en a pas encore fini avec les anarchistes.

Le groupe Orobon-Fernandez.

FEDERATION ANARCHISTE PROVENÇALE

ASSEMBLEE GENERALE DU 28 MARS 1937

Ouverte à 10 h. 30 et non à 9 heures comme prévu. Les groupes et fédérations suivants étaient représentés : Fédérations des Alpes-Maritimes, du Var, des Bouches-du-Rhône, Italienne et Espagnole de Toulon. Groupes : Action Libertaire, Jeunesse Libre, tous deux de Toulon. La Citadelle, Senary, L'Aurore, Athènes Libertaire, Saint-Antoine, Saint-Louis, Germinale et diverses individualités appartenant aux groupes de Marseille. Le Groupe Action Libertaire de Marseille s'était excusé.

C'est sous la présidence du camarade Durand, du groupe Germinale que la séance s'ouvre.

Un second point de l'ordre du jour fut discuté : « Réduction définitive de la plate-forme de la F. A. P. » et cela, pour la bonne raison qu'aucun groupe de Marseille, à part l'Athénée et Action Libertaire, n'avait cru utile d'étudier la brochure « Qu'est-ce que la Fédération Communiste Libertaire ? » ainsi que les modifications que nous avions décidé d'apporter à l'« A. G. de Toulon » le 14 février. Ce n'est sans doute pas une négation de la part de ces groupes, nous croyons plutôt à un manque de temps et à une mauvaise compréhension de leur part.

Nous espérons que les camarades des Groupes de Marseille qui, l'après-midi, à part Germinale, n'avaient pas cru être des nôtres, pour des raisons eux, reviendront dans notre prochain assemblée générale qui se tiendra à Toulon le 18 avril, pour y discuter, non la plate-forme qui a été définitivement adoptée, mais des questions très importantes.

La discussion sur la plate-forme fut intéressante de bout en bout. Le point névralgique fut : « Unité de l'idéologie » qui fut enfin adoptée avec l'ajout de l'adjectif « groupe Action Libertaire de Toulon ». Le projet paraîtra dans le plus bref délai en brochure. Bonne journée pour l'organisation anarchiste.

Notre prochaine A. G. aura donc lieu à Toulon, le 18 avril, dans la salle de la F. C. L. V., rue Nicolas-Laugier, 14, au 2° étage, avec comme ordre du jour :

1° Suggestions à apporter à l'ordre du jour provisoire du Congrès de Barcelone.

2° Si possible, rédactions des rapports à confier au délégué de la F. A. P. au Congrès international.

3° Création d'un Comité régional, par le groupe Action Libertaire de Toulon.

4° Divers.

FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE DU VAR

Il est rappelé à tous les groupes que l'Assemblée générale de la F.C.L.V. se tiendra le jeudi 15 avril à 20 h. 30, pour discuter de l'envoi des délégués au Congrès de Barcelone et de la soirée artistique.

Organisé par le Comité de Défense Sociale et d'Entr'Aide de la Fédération, qui aura lieu le samedi 24 avril, à 20 h. 30, salle Art-et-Charité, caserne des Arcades, au profit des nombreux petits orphelins espagnols antifascistes dont le comité pour l'Espagne Libre a pris la charge.

Nous comptons sur le dévouement de tous les anarchistes et anarcho-syndicalistes du Var pour assurer le succès de cette soirée qui s'annonce bien, nous avons déjà le concours assuré de nombreux artistes professionnels et amateurs. Camarades du Var, tous à l'œuvre pour la réussite de cette soirée de Solidarité Internationale.

COMITE DU DROIT D'ASILE DE LA C.G.T.

Notre camarade Carmignani a offert au Comité du Droit d'Asile de la C.G.T. un tableau. Cette œuvre d'art représente une partie du port de Nice, un paquebot faisant le service de la Corse avec le continent, une tartane de Saint-Tropez à l'appareillage.

Cette jolie peinture sera mise en loterie et tirée le 15 avril 1937 à la Soirée des Fêtes du Petit Journal (mairie : Cadet), soirée organisée par la Section de l'Ameublement de la Chambre Syndicale des Employés.

Ceux que pour qui la solidarité n'est pas un vain mot achètent nos billets en s'adressant au Comité du droit d'asile de la C.G.T., 33, rue Grange-aux-Belles, Bolzaris 41-29, et à l'Union des Syndicats, 12, Bd Magenta. Pour venir en aide aux prisonniers politiques. Le prix du billet : 1 franc.

C.G.T.S.R.

Une mise en garde

Le Conseil Syndical des Métaux de Paris, adhérent à la C. G. T. S. R. fait savoir que devant les agissements et la réaction antisocialiste, fait par un certain Hervé René, carte 133, travaillant chez Samson, à Boulogne-Billancourt, a décidé de se constituer en Comité de l'Exclusion, en plein accord avec la Section Syndicale de Boulogne-Billancourt. Donc cet individu ne peut, en aucun cas, parler en tant qu'adhérent de la C. G. T. S. R.

Pour le Conseil, le Secrétaire, Senty.

LA VIE DE L'U.A.

Assemblée générale de la Fédération Parisienne, samedi 17 avril, à 20 h. 30, Salle des Jeunes Républicains, rue Dupetit-Thouars.

Commission administrative. — Réunion lundi 19 avril à 20 h. 30.

Ve et VI arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle d'Arliagan, 22, rue Broca.

IXe arr. — Réunion tous les lundis café « Au Cadet », rue Cadet.

XIe et XIIe arr. — Vendredi 9 avril, à 20 h. 30, rue des Boulets, Causerie par un camarade. Le mouvement anarchiste face aux problèmes actuels.

XIVe arr. — Tous les vendredis à 21 h. au café « Papillon », 36, rue de Vanves.

XVIe arr. et Boulogne-Billancourt. — Tous les vendredis, chez Cuvillier, 50, avenue des Moulins.

XVIIe arr. — St-Ouen. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 3, rue des Appenins.

XVIIIe arr. — Réunion tous les mercredis à 21 heures « Au Sans-Souci », 100, rue Ordener.

XIXe arr. — Tous les jeudis, salle Le Quelennec, 70, rue de Flandre.

XXe arr. — Mercredis, à 20 h. 30, au 67, rue Ménilmontant, salle Lejeune, 1er étage.

Usines Ford, Asnières. — Les camarades désireux de former un groupe doivent s'adresser au camarade Pelcot.

Bagnolet. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, salle Weber, 43, rue Hoche, Groupe d'Etudes Sociales, même salle, permanence le dimanche de 10 h. à 11 heures.

Blanc-Mesnil. — Tous les lundis, 20 h. 30, salle Auguste, 11, avenue des Lilas. « Le Libertaire » est en vente chez le dépositaire, avenue Henri-Barbuse.

Bobigny. — Samedi à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

Charenton-le-Pont. — Mercredi à 20 h. 30, sous-sous-mairie de Charenton, Réunion d'information avec les Combattants de la Paix.

Champigny. — Tous les derniers samedis de chaque mois chez Mme veuve François, place du Marché, à 20 h. 30. « Le Libertaire » est en vente à la Librairie Gatignole à côté de la mairie.

Clichy. — Dimanche matin, le 11 avril à 9 h., rue de Paris.

Banlieue-Sud. — Tous les lundis à 20 h. 30, rue Frièuse, à Gentilly.

Chelles. — Les 1er et 3e vendredis de chaque mois à 20 h. 30, lieu habituel. Pour les adhésions s'adresser à Bernier, 12, quai Auguste-Prévost.

Clamart. — Le « Libertaire » est en vente au Café Goubert, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Clichy. — Tous les dimanches matin à 9 h., 92, rue de Paris.

Colombes. — Tous les jeudis au bar Colombia, 56, rue Saint-Denis.

Drancy. — Réunion tous les 1er et 3e samedis du mois salle Passabon, 50, avenue Marceau.

Ermont. — Tous les lundis à 9 h., 125 bis, rue de la Gare au fond de la cour à droite.

Issy-les-Moulineaux. — Tous les mercredis à 20 h. 30, café de la Poste, 14, avenue de Verdun.

Ivry. — Réunion sur convocation du secrétaire. La Courneuve (Usine Rateau). — Tous les vendredis à 17 h. 30, salle Tintin, rue Rateau.

Levallois-Perret. — Tous les jeudis à 20 h. 30, café Marceau, 69, rue Marius-Aufan.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Nogent-sur-Marne. — Tous les mercredis à 21 heures, chez Barreau, 90, Grande-Rue.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2e et 4e vendredis de chaque mois, au café du Silex, maison Pige, face à la mairie.

Palaiseau. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au local habituel.

Pontoise. — Réunion tous les quinze jours. Pour tous renseignements, s'adresser au 14, rue Beauregard, de 12 à 14 heures et après 18 heures.

Pre-Saint-Gervais-Pantin. — Tous les mardis à 21 h., 40, rue de la Cristallerie.

**Le « Front Populaire »
emprunte**

**8 milliards pour
la guerre !**

**Les vieux travailleurs
attendent encore...**

une pension...

Les revendications des fonctionnaires et le syndicalisme

Avant la reconstitution de la vieille Fédération des fonctionnaires, existait une Fédération Autonome, qui avait refusé aussi bien l'ingérence du Parti socialiste S.F.I.O., que la mainmise du Parti communiste.

Cette Fédération Autonome s'était fait remarquer par une activité débordante, une combativité que nulle répression n'avait abattue. Mais la nouvelle unité devait sacrifier une si profonde personnalité, une si belle indépendance, et les anciens syndicalistes autonomes de fonctionnaires subissent maintenant avec une passivité désespérante, l'autorité des Lacoste, Laurent, Duret et autres lieutenants ultramontains de Jouhaux.

Il suffit de déplier la « Tribune des Fonctionnaires et des Retraités » pour se rendre compte combien les loulers de la Fédération abusent, contre l'esprit même du syndicalisme, du mandat qui leur a été délégué. Ce journal est devenu le leur.

Il ne faut pas s'en étonner, si l'on veut bien reconnaître que la Fédération des Fonctionnaires en France s'inspire de la hiérarchie étatique, de l'esprit et de la structure bureaucratique des partis.

Chaque ligne des articles de la « Tribune » est frappée au coin du plus pur gouvernementalisme et si parfois Laurent, Lacoste, Giron et autres Neumeyer font des réserves, c'est pour mieux passer l'éponge ensuite afin d'enlever les « bavures » de l'œuvre admirable du gouvernement de Front Populaire.

Heureusement, il est rappelé de temps à autre que le Congrès national de Toulouse s'est prononcé pour l'indépendance du syndicalisme, cet acte pour ceux des syndiqués qui auraient pris l'habitude de l'oublier.

Quand je lis la « Tribune », je ne tarde pas à m'imaginer un spectacle de cirque ou de fête foraine où les bateleurs et les charlatans, se produisent avec cette dignité que seul le professionnalisme confère, au grand ébahissement des cochons de payants. Cependant, il y a un travail : il le faut bien : cela s'appelle faire des revendications, nos revendications, comme l'écrit Neumeyer, en tête d'une série de ses articles.

Deux phases dans ce labeur : la première, immédiate, à pour but l'adaptation des traitements et des traitements à la hausse du coût de la vie ; l'action à mener s'appuiera sur une campagne de conférences d'information dans tous les départements. Les orateurs affirmeront une fois de plus la ferme volonté des fonctionnaires, d'avoir raison de toutes les résistances qu'ils pourraient rencontrer.

Je suis d'autant plus sceptique, quant à la valeur et à la sincérité de cette agitation que les manœuvres de l'Union des syndicaux de la région parisienne affolées par les grèves spontanées déchaînées à la base par les ouvriers au lendemain des fusillades de Clichy, arrêtaient ce mouvement au nom de l'ordre et de la discipline et offraient en échange, une demi-journée de grève platonique, aux syndicalistes coupables de trop d'initiative.

Le président Blum, sensible toutefois à la campagne de conférences, une politesse en vaut une autre, promettait de déposer une demande de crédits de 700 millions pour les Fonctionnaires et Retraités.

Déjà chacun se félicitait de voir se gonfler son portefeuille, grâce à la nouvelle note de vie et à l'augmentation de l'indemnité de résidence. On allait pouvoir louer de quelques dizaines de francs supplémentaires Palatras ! Il paraît qu'il n'en est rien, que l'augmentation totale sera dérisoire. Déception. Vive le Front Populaire quand même !

Mais il y a la deuxième phase : la C.G.T. avec toutes ses forces et celles qui vont droit se joindre à elle, doit mener une action de plus grande envergure qui doit aboutir à la mise en application des réformes de structure du plan de la C.G.T., d'après l'avis de Jouhaux et de ces messieurs les techniciens de la Fédération des Fonctionnaires.

Je me demande quand, après de multiples faux-départs pour cause de mauvais temps, la course à la révolution se fera.

Tout bien examiné, je ne vois dans le syndicalisme français et particulièrement dans celui des fonctionnaires, qu'actions de grâces envers le gouvernement de Front Populaire, que délivrance de satisfécits à la « pause » et à la « trêve de l'exposition », au libéralisme capitaliste ; alors qu'au-delà des Pyrénées le syndicalisme construit un monde nouveau.

LACARCE.

(du Syndicat des Indirectes).

La réunion des groupes d'usines de l'U. A.

Les groupes d'usine de l'U. A., réunis en assemblée générale le samedi 3 avril à la salle des Deux-Hémisphères, décident : Sans avoir aucune confiance dans les solutions d'ordre gouvernemental, d'appuyer la dissolution des ligues fascistes, mais en réalisant par l'action directe, d'imposer la contradiction dans les réunions fascistes ;

L'abolition des ouvriers fascistes ; Recommandant : Contre la guerre, d'organiser l'activité des jeunes contre le projet Désarmement ;

Demandant à l'U. A. d'agir pour préparer une manifestation dans la rue en faveur de l'Espagne ouvrière, en l'organisant avec le front révolutionnaire ;

Décidant d'organiser dans quinze jours une réunion pour l'envoi d'un délégué au Congrès international ;

Décidant d'accentuer la besogne de propagande parmi les ouvriers nord-africains ; Recommandant d'élire dans les usines les ramifications du front révolutionnaire.

Le sabotage du Premier Mai

Pour beaucoup, sans doute, à travers les événements de ces derniers jours, est passée inaperçue une petite note, laquelle nous apprendait que le bureau de la C. G. T. était allé trouver Léon Blum pour demander « que la journée du 1^{er} mai, fête du travail, soit déclarée fête légale ».

Comme pour le vote des 250.000 francs à l'emprunt de guerre, nous posons la question : Par qui le bureau confédéral a-t-il été mandaté pour accomplir cette démarche ?

Personne n'ignore que, par sa tradition même et par la volonté de ses initiateurs, le 1^{er} mai doit être une journée de grève générale volontairement effectuée par la classe ouvrière internationale pour commémorer le souvenir de ses morts, tombés dans les luttes sociales, et revendiquer hautement et en toute indépendance son droit à plus de bien-être et de liberté.

C'est aussi une démonstration de la puissance ouvrière qui, en réduisant à l'immobilité toute l'activité économique, fait ressortir l'importance de son rôle social et l'âme formidable qu'elle possède pour la bataille revendicative.

La légalisation en « Fête du Travail » de

la journée du 1^{er} mai enlèverait à celle-ci sa véritable signification, son caractère de classe, cette crainte salutaire qu'inspirèrent certains 1^{ers} mai aux profiteurs et exploiters de toute envergure.

C'est pourtant le but recherché par le Bureau Confédéral, qui, complètement intégré dans l'appareil gouvernemental, s'emploie au maintien de la paix sociale à tout prix pour ne pas effrayer le capital par une démonstration à caractère révolutionnaire.

Cependant si, durant les années de scission qui avaient démembre le mouvement ouvrier, chaque 1^{er} mai était voué à l'insuccès, celui de 1937 présentait toutes les chances de réussite. Forte de ses 5 millions d'adhérents, la C. G. T. pouvait, cette fois, réaliser un chômage total et réhabiliter d'un seul coup la conscience et l'action ouvrières. Toute la caste des profiteurs et des politiciens affaiblis se serait inclinée devant ce formidable avertissement d'une force consciente d'elle-même et maîtresse de ses destinées.

Pourquoi donc, dans une telle conjoncture, vouloir tenter d'assimiler cette journée à une

quelconque fête légale et lui faire perdre ainsi son originalité, sinon pour limiter encore l'indépendance de l'action ouvrière et masquer les objectifs révolutionnaires du syndicalisme ?

La fête du travail cesserait seulement d'être une sinistre duperie pour les véritables producteurs le jour où l'exploitation de l'homme par l'homme aurait été bannie à jamais de notre société. Ce qui est loin d'être le cas sous le régime que préside le gouvernement de Front populaire.

Jusqu'à là, la lutte sociale est de tous les jours. Aucun pacte avec l'ennemi de classe. La grève générale revendicative du 1^{er} mai est plus que jamais nécessaire pour affirmer la volonté ouvrière de poursuivre la lutte pour son affranchissement intégral de toute oppression économique et sociale.

C'est à ceux qui, chaque jour, subissent les rudes atteintes de l'exploitation capitaliste de rappeler à ceux qu'ils ont placés aux postes responsables, les conditions inéluctables de la victoire finale.

N. FAUCIER.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

DANS LA CHAPELLERIE

Voici à nouveau notre industrie en effervescence, les travailleurs commencent à vouloir montrer leurs crocs ; nos maîtres exploiters, philanthropes et brigands, vont encore se mettre à trembler.

Je sais très bien qu'il reste dans notre corporation des individus, qui, manquant d'énergie, par contre il y en a qui ont pour eux ; il y a des militants syndicalistes qui ne tremblent pas, même devant l'action la plus énergique qui soit à faire.

Nos bons bourgeois aux mains crochues sont parvenus à trouver quelque chose de concret, d'équitable pour tout le monde, bien entendu d'après eux !

Car imaginer le moyen d'arriver à faire 6 h. 45 minutes dans 40 heures divisées par 6 jours de travail, c'est très fort comme mathématique et ça n'a rien de grand chose.

Ils sont bien arrivés à faire tout cela, mais ce qu'ils n'ont pu prévoir, c'est qu'il fallait encore compter avec les ouvriers.

Et voilà justement où cela ne va plus ; c'est que les travailleurs ne veulent pas, nous ne sommes ni cinq et demi, comme c'était l'habitude dans notre industrie, mais ils veulent simplement effectuer leurs 40 heures en cinq jours ; d'ailleurs ils les feront complètement, car ils ne veulent pas rester à la disposition de l'exploiteur comme par le passé quand le travail manque, ils prétendent avoir cette durée assurée.

Nous sommes tous décidés à commencer notre semaine lundi matin pour la finir vendredi soir, et c'est en orientant notre action dans ce sens que nous parviendrons à des résultats satisfaisants. C'est par l'action que nous obtenons ce que nous voulons.

Ceux qui s'aviseront d'aller travailler lorsque leurs camarades luttent pour une revendication ne s'en prendront qu'à eux-mêmes s'ils se font un peu secouer.

Jean RODE.

LA GREVE DES EMPLOYES DE TRANSPORT DE LA REGION PARISIENNE

Les employés de transport, agents en Douane et camionneurs de la Région Parisienne qui attendent leur contrat collectif depuis le mois de septembre dernier et avaient été constamment « menés en bateau » par leurs patrons depuis cette date ont décidé la grève samedi dernier, (contre l'avis de la C.G.T., laquelle bien entendu ne veut pas gêner son « bon gouvernement » de Front Populaire). Cette grève avait toutes chances de réussir puisque les principales gares de Paris (La Chapelle-Batignolles etc...) commencent à être sérieusement embouteillées par les marchandises qui n'étaient pas dédouanées et que nos chers patrons ne savaient plus du tout comment faire.

Or mardi (2^e jour de grève) les délégués ouvriers et patronaux ont été subitement appelés à la Présidence du Conseil où sous la pression de Moch et probablement du nommé Gerb ut de la C.G.T. on lui a fait signer un « accord » qui prévoit la reprise du travail pour le mercredi 31 mars sans accorder aucun avantage et avec des promesses de nouvel arbitrage !

Quand les employés, réunis à la Grange-aux-Belles ont appris cela il y a eu un certain tintamarre, inutile de le dire, malheureusement il était 10 h. 1/2 du soir et plus la nuit était déjà retournée chez eux ce qui fait que rien n'a pu être décidé. On n'a même pas mis « aux voix » le soi-disant « accord » obtenu à la Présidence du Conseil.

Et voilà camarades, comment on sabote une grève qui avait toutes chances de réussir et qui ne pourra jamais être recommencée avec un tel enthousiasme.

Méitez-vous des permanents de la C. G. T. N'ayez aucune confiance en eux. Ne comptez que sur votre propre force !

Un agent en Douane.

CHEZ LES PEINTRES

Encore une protestation contre l'emprunt de guerre.

Ordre du jour voté par la 20^e Section et adopté par le Conseil d'administration de la Chambre Syndicale des Peintres en Bâtiment : « La 20^e Section, réunie en assemblée générale, le 25 mars 1937, s'élève contre le versement de 250.000 fr. par la C. G. T. à l'Emprunt National et demande que le Syndicat, à son tour, proteste par le canal de la Fédération au Comité Confédéral.

LA FIN DE LA GREVE DANS L'HABILLEMENT

Un piètre résultat

Le 1^{er} avril paraissait dans le « Peuple » deux billets concernant la corporation de l'Habillement ; tous deux en première page, l'un à côté de l'autre.

Le premier « signé Bodineau » avec un titre énorme où sur le mode impératif, il était question de « réaliser » une liaison des ouvrières à domicile, avec celles des entreprises.

Le second était beaucoup plus laconique. Il annonçait en des termes où l'on devinait l'embaras à toutes les lignes la fin de la grève et la reprise du travail.

Les ouvrières rentraient sous la promesse qu'il n'y aurait pas de sanctions de prises, pour fait de grève. Quant au rajustement des salaires, il serait soumis au surbitrite qui devait rendre sa sentence très rapidement.

Un communiqué comme celui-là ne disait rien de bon, et pour dissiper l'impression, Bertrand fit paraître le samedi « un article » sur les travailleurs à domicile, afin d'expliquer aux lecteurs du « Peuple » que c'est le coupeur lui-même, qui remet le travail aux ouvrières et ouvrières lorsqu'il l'a « préparé » ; et des âneries identiques, qui ne résistent pas à l'examen et qui dénotent, chez son auteur, une ignorance totale de la corporation.

Pour montrer comment ce singulier secrétaire de syndicat comprend la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, je signale en passant qu'il répondait au camarade Dufrère des chapelières, que c'était normal, qu'un apôtre syndiqué ait le droit d'occuper chez lui un ouvrier, sous prétexte qu'il ne pourrait pas « s'en tirer ». C'est dire si la question si complexe qu'est le travail à domicile était traitée par quelqu'un ayant autorité.

Le papier à Bertrand ne dissipait pas les « premières impressions ».

Atteint ce fut sans surprise que nous lûmes le lendemain dimanche dans le « Peuple » un appel adressé aux délégués d'ateliers ; les convoquant pour le mercredi 7 avril.

Ce communiqué est bien pessimiste, car il est bien spécifié qu'il s'agit « de rétablir une situation normale ».

Comme il serait trop long d'en donner une analyse complète, j'attendrai d'avoir plus amples renseignements ; à ce moment-là j'en tirerai les conclusions qui s'imposent.

Mais d'ores et déjà nous pouvons déclarer que les résultats obtenus sont piètres.

Lagrange.

DANS LES BOITES

AUX COMPTEURS DE MONTROUGE

Le Libéraire a été touché d'une demande de rectification au sujet d'un article écrit par le camarade Gambier sur le rajustement des salaires à la Compagnie des Compteurs de Montrouge.

Or il se trouve que cette demande de rectification ne fait allusion à aucun des faits précis invoqués par notre camarade Gambier dans son article, très modéré, d'ailleurs, dans sa forme. Nous allons donc réexaminer les principaux points de l'article en question.

1^{er} Les 15 0/0. — Les délégués à la Grange-aux-Belles ont-ils été, oui ou non, mandatés par les ouvriers pour arracher les 15 % ? Si oui, ils n'avaient pas à accepter les 8,5 0/0 ; pas avant, tout au moins, d'en avoir référé à ceux qui les avaient mandatés.

2^o Au sujet des réunions d'informations, faites par les secrétaires des sections syndicales d'usine pour expliquer leur recul et leur vote en faveur des 8,5 0/0, il est probable qu'ils cherchent à diminuer leur responsabilité en agitant devant les ouvriers le spectre du débrayage. C'était les 8,5 0/0 ou la grève. Nous connaissons cela ; donc, sur ce point, nous ne voyons rien encore.

3^o Le point qui nous paraît avoir le plus touché, c'est la mise en garde faite par notre camarade aux ouvriers, au sujet d'un certain parti de gauche qui réserve son amitié et se reconnaît des liens fraternels avec les syndicats fascistes (dits professionnels), mais ne perd aucune occasion d'attaquer et de brimer les vrais militants syndicalistes. De tels faits sont communs dans la métallurgie et cela ne nous surprend nullement qu'il en soit de même aux Compteurs de Montrouge.

Dans l'article il y a aussi un appel à l'unité révolutionnaire au sein de la C. G. T. pour qu'elle puisse reprendre son indépendance vis-à-vis de la politique. Nous ne pouvons qu'être d'accord car, pour la défense effective des revendications ouvrières, il faut que la C. G. T. soit libérée de toute emprise politique, quelle qu'elle soit.

CHEZ BRANDT, A CHATILLON

La Section Syndicale des employés et techniciens, réunie en assemblée générale le 5 avril, condamne, à l'unanimité moins une voix, la décision du bureau confédéral d'accorder le concours financier de la C. G. T. à l'emprunt de la Défense Nationale.

Un Technicien.

La voix des chômeurs

L'Union des Comités de chômeurs de la Région parisienne avait convoqué vendredi, 2 avril dernier, un Comité régional extraordinaire afin d'examiner la situation des chômeurs et d'envisager l'application de toutes mesures propres à porter remède à cet état de choses.

Un des secrétaires du Bureau régional crut devoir fournir des explications au sujet de la décision prise de différer le rassemblement prévu aux Tuileries pour le 16 mars.

Il annonça à l'assemblée l'augmentation du taux d'allocation pour les chômeurs de la Seine et assura ceux de Seine-et-Oise qu'une action serait engagée pour leur faire obtenir les mêmes avantages. Puis, la parole fut donnée aux délégués des comités.

De nombreux orateurs reprochèrent, à juste titre, au Bureau régional de n'avoir pas suivi les directives qui lui avaient été données par le Congrès et, cédant à des influences extérieures, d'avoir compromis la cause des chômeurs.

De cette assemblée, une majorité semblait vouloir se dégager pour adopter la résolution du Comité de Colombes demandant la démission du Comité régional, mais la nécessité de libérer la salle obligea au renvoi de la discussion à une prochaine séance fixée à jeudi 8 courant à 9 heures 30.

Après cette réunion, il semble bien délicat pour le Bureau régional de continuer sa tâche s'il n'est investi de la confiance des comités de base que, seules, de nouvelles élections peuvent donner.

Il sera difficile au nouveau Bureau régional de confiner la manœuvre de freinage des « dirigeants » actuels.

Le mouvement des chômeurs va, inéluctablement, comme le mouvement syndical lui-même, être dans la nécessité d'abandonner la politique d'alarmisme de ses « chefs » pour prendre la voie de l'action directe.

Nous allons voir si le Gouvernement de Sang populaire, à direction « socialiste », interprétant à sa façon la lutte de classes et son « programme » va charger sa police d'améliorer la courbe de diminution du chômage en procédant à des radiations massives par le bâton, le fer, le feu, les gaz, l'hôpital, la prison et le cimetière.

Jeudi, 8 avril, les chômeurs de la région parisienne sont invités à faire « leur lessive ». Il conviendra donc de dégager, une fois pour toutes, toutes les responsabilités et de tirer de ce débat les conclusions qui s'imposent.

H. Geuffroy.

CHEZ LES MUNICIPAUX

L'opposition à la guerre

Un camarade des travailleurs municipaux d'une section importante (rue de Meaux), nous communique la résolution suivante votée par celle-ci.

DES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX CONTRE L'EMPRUNT DE LA GUERRE

Les ouvriers d'Etat et aides des travailleurs municipaux réunis en assemblée de section le 19 mars 1937, élèvent une énergique protestation contre le versement de 250.000 francs par la C.G.T. pour la défense nationale qui est en réalité la défense du régime capitaliste que nous voulons abattre. Nous exigeons, nous, militants de la base et cochons de payants que nous sommes, que l'on nous consulte avant de verser notre argent à des œuvres de mort et nous faisons honte aux dirigeants de notre C.G.T. qui savent très bien de quel côté seront les victimes et les profiteurs de cette boucherie que nous préparons tous les gouvernements du monde.

Nous, section réunie ce soir, demandons que cette protestation passe dans notre journal et soit défendue au conseil d'administration par notre bureau de section.

Ces jours derniers l'ordre du jour adopté par l'assemblée à l'unanimité moins 2 voix et présenté au Conseil d'administration de notre syndicat n'a pas plu à la majorité des dictateurs qui président aux destinées de cette organisation ; sans doute ne veulent-ils pas que près de 40.000 syndiqués sachent qu'à la tête de la C. G. T. se trouvent des gens qui, toute honte bue, sont prêts de nous envoyer à la nouvelle boucherie comme ils l'ont déjà fait pour la dernière qui n'a profité qu'aux marchands de canons et brigands capitalistes. Honte donc aux dirigeants de notre syndicat qui ont étouffé cette motion.

Camarades municipaux qui lisez le Libéraire, faites passer ce papier dans votre entourage.

La conférence-congrès de la région fédérale du bâtiment

Cette conférence, tenue dimanche dernier à Japp, et qui doit se continuer samedi prochain n'a pas apporté de nouveaux éléments aux syndicalistes.

Si nous exceptons une très intéressante intervention du camarade Charbonneau, des plombiers-couvreur qui a rappelé avec juste raison, les buts du syndicalisme ; les autres orateurs, y compris les « dirigeants » : Toudie, de la région ; Hénaff, de l'Union et Arrachart, de la Fédération n'ont fait que débiter leurs habiletés litéraires « Front Populaire ».

Il faut noter cependant qu'un camarade a protesté au nom de son organisation contre la souscription de la C.G.T. pour 250.000 francs à l'emprunt dit de « Défense Nationale ».

Il faut noter également que la salle, dans l'ensemble, fut assez passive et sans réaction pour ou contre les orateurs.

Enfin, que penser de l'intervention du camarade Lamarck du Syndicat de la maçonnerie-pierre qui protesta contre l'action des camarades anarchistes. Le plus fort est qu'il juge nos copains comme les jaunes des Syndicats professionnels ; les met dans le même sac et leur interdit l'accès des chantiers de l'Exposition. Il eut même le culot de protester contre les convocations parues dans le « Libéraire » et dans « Syndicats » pour ce qu'il appelle des fractions.

Pour les fractions, camarade Lamarck, tu pourrais t'adresser aux « cellules communistes d'usine » ou à leurs sœurs ennemies, les « Amicales Socialistes ». Qui nous a obligé d'employer cette méthode pour seulement faire connaître notre point de vue, sinon vous ? Sachez bien, camarade, que ce ne sont pas les menaces qui empêcheront d'agir tous ceux qui ne veulent pas d'un syndicalisme d'état, d'un syndicalisme à la remorque d'un gouvernement, quel que soit-il. Non, cela ne nous empêchera pas, au contraire, de lutter pour un syndicalisme de classe et d'action révolutionnaire.

A. MOLLOT.

APRES LES MASSACRES DE METLAOUI ET DE CLICHY

Un ordre du jour du Bâtiment de Narbonne

Le Conseil syndical du Syndicat du Bâtiment de Narbonne réuni le 23 mars 1937, douloureusement ému du massacre des ouvriers à Metlaoui (Tunisie) et à Clichy, réclame la condamnation exemplaire des responsables de ces forfaits.

Le Conseil syndical demande que des mesures énergiques soient prises contre les fascistes, pour les empêcher de comploter contre les libertés populaires.

Considérant, en outre, que les travailleurs syndiqués ne versent pas des cotisations pour financer la préparation d'une guerre impérialiste, dont ils sont appelés à faire tous les frais, proteste énergiquement contre le versement de la C. G. T. à l'emprunt de la Défense Nationale.

Pour le Syndicat du Bâtiment, le secrétaire,

L. Estève.

CHEZ RENAULT

La réunion du groupe d'usine de chez Renault aura lieu vendredi 9 avril à 17 h. 30 101, avenue des Moulineaux, à Billancourt. Une causerie sera faite sur « CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES ».